



ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement

Direction générale de la Coopération au Développement – DGCD (D2 – Programmes Spéciaux).

Service D2.1 – Aide d'urgence – Réhabilitation – Aide alimentaire.

FORMULAIRE UNIQUE POUR LE FINANCEMENT D'ACTIONS DE TRANSITION, RECONSTRUCTION ET CONSOLIDATION DE LA SOCIÉTÉ¹

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom de l'Organisation humanitaire

Croix-Rouge de Belgique - Communauté francophone, Activités internationales ASBL

1.2 Titre de l'action:

Appui à la préparation, la prévention et à la gestion des risques liés aux catastrophes cycliques dans les six communes du département de Gouré, région de Zinder, Niger

1.3 Zone d'intervention (pays, région, localités):

Niger, région de Zinder, département de Gouré, communes de Alakos, Bouné, Gamou, Gouré, Guidiguir et de Kellé

1.4 Date de démarrage de l'action:

1^{er} Octobre 2017

1.5 Durée de l'action en mois:

24 mois

1.6 Date de début d'éligibilité des dépenses:

Si cette date diffère de la soumission de la proposition initiale, veuillez en donner la raison (cf. 1.8)

1^{er} Octobre 2017

1.7 Type d'action humanitaire:

a) Prévention de catastrophe imminentes x

1.8 Proposition et rapports):

Proposition initiale	x	date: 30-04-2017
Proposition révisée n°1		date: 30-06-2017
Proposition révisée n°2		date: 25-05-2018
Date de l'Arrêté Ministériel d'octroi		date: 10-08-2017

¹ Les spécifications utilisées dans ce formulaire ont été en grande partie reprises sur base du "Formulaire Unique" en usage, pour le même type d'actions, à la Commission Européenne (ECHO). Pour une bonne compréhension de celles-ci, se référer aux lignes directrices édictées par ECHO: http://ec.europa.eu/echo/about/actors/fpa_fr.htm

Au stade de la proposition, complétez les paragraphes numérotés, sauf ceux qui commencent avec [INT] (à remplir au stade du rapport intermédiaire) ou [FIN] (à remplir au stade du rapport final). Au stade des rapports intermédiaire et final, ne modifiez (biffez) que les données principales dans les paragraphes numérotés.

Date Acte Unilatéral		date: jj-mm-aa
Date lettre d'acceptation		date: 25-08-2017
Rapport intermédiaire	x	date: 24-01-2020
Rapport final	<input type="checkbox"/>	date: 30-09-2020

1.9 [INT] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la signature de l'acte unilatéral jusqu'au stade du rapport intermédiaire

En date du 08 juin 2018, nous avons fait une demande d'avenant se rapportant à (i) une prolongation de la durée du programme de 6 mois, ainsi qu'à (ii) la modification de certaines rubriques budgétaires, sans modification du budget initialement approuvé (Réf. : D5.1/AV/HUM.04.03.01/2017.08/2017/ 1213511). Cette demande a été acceptée en date du 12 juillet 2018 (Ref. : D5.1/AV/HUM.04.04.01/ 2017.08/2018/100042/1).

Il est donc prévu que le projet se clôture au 31 mars 2020, avec un budget de 2.020.683 €.

1.10 [FIN] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la soumission du rapport intermédiaire jusqu'au stade du rapport final

2.ÉVALUATION DES BESOINS

2.1 Date(s) d'évaluation; méthodologie et sources d'information utilisées; organisation/personne(s) responsable(s) de l'évaluation

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets dans la région de Zinder, la Croix-Rouge a été interpellée plusieurs fois par les populations, les communes, les services techniques et les autorités suite aux effets néfastes des catastrophes cycliques récurrentes dans la zone, à savoir :

- Les feux de brousses qui détruisent de manière significative les récoltes
- Les inondations qui entraînent la destruction de l'habitat et la perte des biens familiaux
- La sécheresse qui accélère la destruction du couvert végétal
- L'ensablement des cuvettes qui réduit de manière significative les espaces agropastoraux
- Les épidémies et autres maladies vectorielles

A ce titre, nous avons reçu plusieurs rapports et demandes de la Croix-Rouge Nigérienne (la société nationale hôte), ainsi que des services techniques de l'Etat et des autorités administratives, afin de les aider à répondre aux effets néfastes des crises sur les populations dans le département de Gouré. Plus spécifiquement,

22/09/2015 : Lors de la réunion de préparation pour la confirmation et le lancement du projet Crise complexe **finalisé en octobre 2017** à laquelle tous les services techniques, les six maires et le préfet de Gouré (président de la séance) ont participé, les problèmes liés aux effets néfastes des catastrophes cycliques notamment, l'ensablement, les feux de brousses, les épidémies et autres parasites ont été soulevés. Il a été demandé à la Croix-Rouge d'aider les communes et les populations à y faire face. Le préfet de Gouré avait **par ailleurs** relevé au cours de cette réunion que les **différents** acteurs avaient abandonnés le département par crainte des contraintes sécuritaires malgré les besoins multiples et accrus des populations.

30/10/2016 : Par courrier numéro 078/PG du 30/10/2016, le préfet du département de Gouré a saisi la Croix-Rouge pour solliciter un appui aux populations du département face aux ravages causés par les feux de brousses. Ce courrier précise que le département de Gouré est le plus exposé à ce phénomène. **Par** exemple en 2015, 35 cas de feux de brousses ont été répertoriés (contre une moyenne nationale de 8 cas par an) pour une destruction de 20.000 hectares. En 2016, entre le 29 septembre et le 11 Octobre, 6 cas de feux de brousses ont été répertoriés

brulant environ 2091 hectares et consommant un total de 1000 Tonnes de Matières Sèches (TMS) en deux semaines.

Mars 2017 : Discussions avec les maires des six communes ciblées : Les six maires sont unanimes sur le fait que de nouveaux évènements affectent aujourd'hui, et de manière significative, la vie des populations dont ils ont la charge à savoir :

- Le nombre croissant de déplacés internes (on décompte environ 3000) dans le département (fuite des populations de Diffa suite aux attaques et exactions de Boko Haram ; les communes de Gouré et de Guidiguir, les plus proches étant les plus affectées)
- Le rapatriement/refoulement des personnes d'Algérie et de Lybie (cette situation affecte plus les communes de Kellé, Gamou et d'Alakos où environ 300 jeunes ont été recensés à la fin du mois de Mars 2017)
- Les retournés du site aurifère du Djado récemment fermé (afin d'organiser une exploitation industrielle et légale, le gouvernement du Niger a ordonné la fermeture du site aurifère du Djado à l'exploitation artisanale et désordonnée) ; cette situation a eu pour conséquence le retour massif des bras valides dont la situation socioéconomique précaire avait justifié leur déplacement à la recherche de moyens de subsistance pour leur famille. (70% des retournés sont âgés de 15 à 30 ans) la commune de Kellé est la plus affectées des six communes ciblées avec 755 cas recensés à la fin du mois de mars 2017
- La fuite bien que très limitée des populations Nigériennes des exactions de Boko Haram vers les communes limitrophes du Nigéria voisin
- L'inflation des coûts des transactions économiques due à la chute du taux de change avec le Naira (une très grande partie des transactions financières se faisant dans cette monnaie dans la majorité des villages voisins du Nigéria)

Les autres sources d'information utilisées pour la rédaction de ce projet sont :

Le plan de contingence national multirisque du Niger 2015/2016, mis à jour et reconduit pour 2017 : Ce document de référence pour la gestion des catastrophes au Niger a été élaboré sous la coordination du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) mis en place par le gouvernement du Niger qui a entrepris le renforcement des capacités de la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) pour mieux prévenir ces risques et atténuer les conséquences des catastrophes. Ce plan à l'élaboration duquel a participé la Croix-Rouge relève la persistance des nombreux facteurs de vulnérabilité (naturel, anthropique, institutionnel, sécuritaires).

L'objectif global de ce plan de contingence gouvernemental est de mettre en place une réponse efficace/adaptée/en temps réel et coordonnée afin de minimiser les conséquences humanitaires qui pourraient survenir lors d'une crise potentielle. Pour ce faire, il entend :

- (i) Établir des mécanismes appropriés pour coordonner et mobiliser les ressources afin de satisfaire les besoins immédiats, à court et moyen terme des groupes vulnérables de la population.
- (ii) Pourvoir une assistance et une protection adéquates/appropriées et adaptées à la population affectée par la crise.
- (iii) Assurer une sécurité adéquate aux acteurs et populations affectées.

Le plan de soutien 2017 aux populations du Gouvernement du Niger : Ce document est le principal cadre de référence pour toutes les interventions en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires. C'est l'outil de planification et de programmation des interventions que le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) du gouvernement du Niger et ses partenaires se doivent de mettre en œuvre pour répondre aux besoins des populations vulnérables identifiés préalablement selon une démarche participative et inclusive. Le présent projet entend s'intégrer dans le système déjà en place et aura pour valeur ajoutée de compléter ce que l'état et ses partenaires ont entrepris de réaliser en renforçant le rôle et la visibilité de la Croix-Rouge Nigérienne.

Le profil humanitaire régional pour Zinder des Nations Unies (OCHA) de juillet 2016 : Le document confirme la même tendance pour Zinder qu'au niveau global du pays. Au plan agricole, la région a enregistré 15 zones extrêmement vulnérables comprenant 708 villages abritant 384 998 habitants. A cela s'ajoutent les besoins des populations en mouvements (9 833 migrants rapatriés, des retournés du Nigeria et quelques-uns de Diffa ayant fui les attaques de Boko Haram). On note aussi une faible valeur nutritive du pâturage résiduel. Avec un taux de 18% de MAG (enquête nutrition 2015), Zinder vient en tête de la prévalence de la MAG au Niger. En 2016, on note une hausse des cas dans tous les districts sanitaires de la région sauf la ville de Zinder. La tendance dénote une augmentation des cas dépistés par les services de santé d'année en année. A titre illustratif, en 2015, pour la MAM, 68 602 cas notifiés de la S1 à la S25 contre 74 915 cas en 2016. Pour la MAS, 42 491 cas notifiés contre 42 448 cas en 2016.

En outre, la région doit faire face aux besoins de réinsertion socioéconomique de migrants rapatriés d'Algérie, estimés à 11 747 personnes dont 3 976 mineurs, soit 7 761 ménages en août 2016. La majorité de ces migrants sont des ressortissants du département de Kantché.

La région de Zinder connaît également des inondations récurrentes. Au 7 juillet 2016, au total, 93 ménages (soit 603 sinistrés et d'importantes pertes de bétail (366 caprins, 294 ovins et 8 asins) ont été affectés par des inondations qui ont été enregistrées dans plusieurs localités de la région. Les inondations sévissent à Zinder depuis des années avec des conséquences souvent graves sur les communautés. ~~Au 7 juillet 2016, les inondations ont fait 603 sinistrés, soit 93 ménages et ont occasionné d'importantes pertes de bétail (366 caprins, 294 ovins et 8 asins).~~

Le Plan stratégique 2017-2021 de la Croix-Rouge Nigérienne : Elaboré en début 2017, le plan stratégique 2017/2021 de la Croix-Rouge Nigérienne a pour premier objectif stratégique de « Contribuer aux dispositifs de préparation, de gestion des catastrophes et de renforcement de la résilience des populations dans les zones à risque ». La CRN entend s'intégrer et soutenir le dispositif national de gestion des catastrophes en mettant à contribution son réseau des volontaires, présent sur tout le territoire nigérien et plus particulièrement dans la Région de Zinder. Depuis sa création, les volontaires de la Croix-Rouge Nigérienne ont toujours été en première ligne des activités de réponses aux différentes crises survenues au Niger. L'expérience accumulée au fil des années permet aux volontaires communautaires Croix-Rouge de faire passer aisément des messages de sensibilisation auprès des communautés, constituant un atout dont ne dispose aucune autre organisation au niveau communautaire. Dans le cadre de ce projet il est prévu la redynamisation du réseau de volontaires, action prévue dans le plan stratégique de la Croix-Rouge Nigérienne ~~au-delà de son rôle traditionnel en tant que composante CR/CR au Niger.~~

Le plan de soutien au Plan de contingence multirisque du bureau régional de la Croix-Rouge Nigérienne à Zinder : Ce document élaboré par le bureau régional de la Croix-Rouge de Zinder résume l'apport que la Croix-Rouge Nigérienne entend apporter comme contribution à la mise en œuvre du plan National dans la région de Zinder ; Il se décline sous trois axes stratégiques à savoir : la préparation à la réponse, la gestion de la réponse et la gestion après crise. La CRN dispose d'organes de gestions et de ressources humaines y compris les volontaires à tous les niveaux (régional, départemental et communal). Elle a une très bonne

expérience dans le secourisme, le droit international humanitaire et est un partenaire privilégié de l'état du Niger en tant qu'auxiliaire de l'Etat sous la tutelle du ministère de la santé publique.

Les Plans de Développement Communaux des 6 communes sélectionnées (2014-2018) :

Les Plans de Développement Communaux analysent plus particulièrement les besoins spécifiques des 6 communes sélectionnées (Alakos, Bouné, Gamou, Gouré, Guidiguir et Kellé). Un des problèmes transversal relevé dans tous les PDCs est lié aux dégâts causés chaque année par les catastrophes cycliques cités plus haut. De nouveaux événements apparaissent depuis 2015 à savoir les déplacements de populations suite aux exactions de la secte Boko Haram du Nigéria frontaliers et dans la zone de Diffa, les refoulés de la Lybie et de l'Algérie ainsi que les retournés du site aurifère du Djado.

Plusieurs autres documents récents ont également été consultés : le rapport mondial sur les crises alimentaires 2017 du **FSIN (Food Security Information Network)** ; le rapport sur l'évolution des marchés à bétail au mois de mars 2017 (du Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Niger) ; la présentation du SIMA sur le comportement des marchés en Mars 2017 et la présentation du CILSS/FEWS NET sur la situation des marchés régionaux en Afrique de l'Ouest. Tous ces documents décrivent les mêmes problématiques d'insécurité alimentaires et de risques de famines provoqués par la situation climatiques et les effets de l'insécurité du au terrorisme.

2.2 Exposé du problème et analyse des parties prenantes

Exposé du problème

La fréquence et la férocité des situations d'urgence est en nette augmentation dans le monde depuis plusieurs années. Le Niger n'est pas épargné par cette dynamique. Au cours de ces dernières décennies, des chocs successifs ont intensifiés les besoins humanitaires et la vulnérabilité de la population du pays.

Les catastrophes d'origine naturelle se manifestent au Niger par des phénomènes comme les inondations, les sécheresses, les feux de brousses, les attaques acridiennes et parasitaires.

L'année 2016 a aussi été marquée par la crise humanitaire et sécuritaire de Diffa, avec des mouvements de populations continus. La saison des pluies s'est caractérisée par de fortes précipitations occasionnant des inondations importantes.

Enfin, d'autres chocs plus localisés comme l'apparition de la fièvre de la vallée du rift, l'épidémie actuelle de méningite, la pénurie de pâturage (crise pastorale et déscolarisation des élèves en perspective) ou encore la menace acridienne avec la résurgence du criquet Pèlerin constituent toujours des menaces potentielles pour le Niger et ses populations.

Tenant compte des leçons apprises depuis 2007, année de mise en œuvre du premier plan de contingence, le présent plan de contingence a été simplifié, participatif et itératif, ce qui contribue à une meilleure appropriation et opérationnalisation par les autorités et acteurs humanitaires.

Le **plan de contingence** actuel retient trois risques majeurs sur base de l'analyse du contexte climatique, socioéconomique, politique et sécuritaire du pays, ayant un impact sur la vulnérabilité de sa population. Il s'agit :

1. De **l'insécurité alimentaire et nutritionnelle** qui pourrait affecter **2.500.000** de personnes dans tout le pays dû au retard dans l'installation de la campagne agropastorale, des prévisions météorologiques défavorables et de l'accumulation des chocs successifs réduisant considérablement les moyens d'existence des ménages ces dernières années. D'autre part, une estimation actuelle prévoit un déficit fourrager en 2017 de 12.235.881 Tonnes de matières sèches au niveau national. De ce fait certaines familles doivent déjà quitter leurs villages à la recherche de nouveaux pâturages, ce qui contribue à fragiliser encore un peu plus leurs niveaux de vie.

2. Des inondations : en 2017, les inondations ont touché plus de 29.542 ménages sinistrés, soit plus de 206.800 personnes, situées dans toutes les régions du pays, soit 95% de plus que ce qui avait été estimé par les services du Ministère de l'Action Humanitaire. Ces populations ont potentiellement besoin d'une assistance alimentaire et non alimentaire d'urgence dès l'apparition du choc. Dans la région de Zinder, au 5 octobre 2017, selon le Ministère de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes, les inondations avaient touché 13 757 personnes, causant des pertes en vies humaines et la perte de très nombreuses têtes de bétail. Des champs ont aussi été inondés dans certaines localités.

~~les services du Ministère de l'Action Humanitaire estiment que 106.000 personnes (soit 15 140 ménages) seront touchées par les inondations en 2017 dans toutes les régions du Pays. Ces populations auront potentiellement besoin d'une assistance alimentaire et non alimentaire d'urgence dès l'apparition du choc. Les prévisions dans la région de Zinder risquent d'être plus accentuées que celle de l'année 2016 décrites plus haut dans le profil humanitaire (OCHA).~~

3. Du **mouvement des populations** lié aux différents conflits, aux tensions sécuritaires particulièrement au Nord-Est Nigéria, au Mali et en Lybie aux conséquences de l'immigration clandestine et au retour des migrants d'Algérie. 211 000 cas sont attendus cette année surtout dans les régions de Diffa, Zinder, Agadez, Tillabery et Tahoua.

Les systèmes d'alerte précoce ont été mis en place dans le cadre du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA). Ils sont structurés comme suit :

- **Les Secrétariats Permanents, les Comités Régionaux/PGCA au niveau des régions** : qui assurent le suivi des activités du plan de soutien mis en œuvre dans leurs entités.
- **Les Comités Sous Régionaux/PGCCA au niveau des départements** : qui assurent le suivi des activités du plan de soutien dans leurs départements. Il est composé de la Cellule de Crise Alimentaire (CCA) qui est coordonnée par le Directeur départemental de l'agriculture

Les observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV) et les systèmes communautaires d'alerte précoce-réponse aux urgences (SCAP-RU) au niveau des communes qui doivent apporter leur appui pour la collecte des informations et des données. On constate aujourd'hui que ce dispositif n'est pas parfaitement opérationnel compte tenu du manque de suivi, de coordination sur le terrain et de remontée de l'information. En effet, le constat est que la mise en place des structures du dispositif n'est pas effective sur l'ensemble des départements de la Région de Zinder, particulièrement dans le département de Gouré et ses communes.

Là où le dispositif a été mis en place, on note une faiblesse importante en matière de collecte de données, une faible capacité analytique des acteurs et l'absence totale de capacités de réponses et de premier secours. Un autre constat est le maintien du fonctionnement du système d'alerte précoce sur le long terme : bâti sur le modèle du volontariat, les acteurs tenant les fonctions clés au sein du dispositif, surtout au niveau local, finissent par se désolidariser des actions à mener au fil du temps. Au vu de ces constats, il importe de redynamiser le dispositif à tous les niveaux : régional, départemental, communal et communautaire, ainsi que de redéfinir la coordination des réponses à ces différents niveaux et de mieux organiser les acteurs tant sur le plan de la prévention que sur celui de la préparation à la réponse. Le Mouvement Croix-Rouge (y compris CICR et FICR), qui est partie prenante, peut jouer un rôle mobilisateur d'un point de vue technique, organisationnel et financier. D'autre part, les pratiques en place concernant la collecte ainsi que la centralisation et l'analyse des informations pour approvisionner les systèmes d'alerte impliquant les chefs de villages, les services techniques communaux (environnement, élevage et agriculture) restent assez lents. Enfin, bien que reconnue comme auxiliaire de l'Etat sous la tutelle du ministère de la santé publique, la Croix-Rouge Nigérienne n'a pas toujours les moyens humains, matériels et financiers pour jouer pleinement son rôle dans le dispositif de prévention et de gestions des catastrophes et des crises alimentaires. Le présent projet vise donc à renforcer le rôle de la CRN dans la redynamisation des systèmes d'alerte précoce et la mise en œuvre des mesures de prévention en lien avec les risques identifiés.

~~On constate aujourd'hui que ce dispositif n'est pas parfaitement opérationnel compte tenu du manque de suivi et de coordination sur le terrain. Il importe de redynamiser la coordination des réponses à ces différents niveaux et de mieux organiser les acteurs tant en matière de prévention que d'un point de vue préparation à la réponse. La Croix-Rouge (y compris CICR et FICR) qui est partie prenante peut jouer un rôle mobilisateur d'un point de vue technique, organisationnel et financier.~~

~~D'autre part les pratiques en place concernant la collecte ainsi que la centralisation et l'analyse des informations pour approvisionner les systèmes d'alerte impliquant les chefs de villages, les services techniques communaux (environnement, élevage et agriculture) restent assez lents.~~

~~Enfin, bien que reconnue comme auxiliaire de l'Etat sous la tutelle du ministère de la santé publique, la Croix-Rouge Nigérienne n'as pas toujours les moyens humains, matériels et financiers pour jouer pleinement son rôle dans le dispositif de prévention et de gestions catastrophes et des crises alimentaires. Le présent projet visera donc à renforcer le rôle de la CRN dans la redynamisation des systèmes d'alerte précoce et la mise en œuvre des mesures de prévention en lien avec les risques identifiés.~~

Les parties prenantes directement impliquées dans le projet sont :

1. La Croix-Rouge nigérienne (CRN) : créée le 13 juillet 1963, la Croix-Rouge nigérienne est reconnue en tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics par l'Etat nigérien. Elle exerce ses activités sur l'ensemble du territoire de la République du Niger en tant que Société Nationale de la Croix-Rouge sur la base des Conventions de Genève du 12 Août 1949 et des Protocoles additionnels ratifiés par la République du Niger respectivement en 1964 et en 1979. Elle exerce ses fonctions en collaboration avec des fonctionnaires de l'État (mis à disposition), des employés recrutés et détachés pour l'exécution des projets et le personnel auxiliaire permanent pris en charge par la Société Nationale. La CR nigérienne compte plus de 50 salariés et près de 10.000 volontaires répartis dans 8 comités régionaux et 73 comités départementaux et communaux.

La préparation aux catastrophes fait partie de l'objectif 3 du plan stratégique 2017-2021 de la CRN : « OS3-Contribuer aux dispositifs de gestion des catastrophes et renforcer la résilience des populations dans les zones à risque ». Cet objectif stratégique est notamment décliné selon les 2 résultats suivants (parmi 4 au total) :

R3-1 : les dispositifs d'alerte précoce, de préparation, d'intervention, de relèvement et de reconstruction sont renforcés au Niger de 2017-2021.

R3-2 : les risques de catastrophe au Niger sont Surveillés, évalués et compris et les informations seront échangées sur leur genèse de 2017-2021.

L'expertise DRR est présente à la CRN (existence d'un département Disaster Management – DM- à Niamey) mais doit être renforcée. La CRB appuie déjà la CRN dans la mise en œuvre de cet objectif stratégique dans le cadre du programme de résilience communautaire (17-21), notamment en termes de renforcement de capacités et en appuyant la mise en œuvre d'activités DRR dans la zone de Kiéché. Sur Zinder, le comité régional de la CRN dispose d'un responsable DM et de volontaires formés dans la préparation et la gestion des catastrophes, dont 150 dans la zone d'intervention. De plus, la CRN a développé un plan d'appui au plan de contingence multirisque du gouvernement au niveau de Zinder.

En termes de réponse, la CRN a une capacité de déploiement en 1ers secours au niveau de l'ensemble de ses comités. Ses volontaires sont également largement mobilisés dans la région de Diffa pour des distributions de grande ampleur. Dans la Région de Zinder, La CRN a démontré sa capacité à gérer des situations de catastrophe à l'occasion des inondations de 2014, 2015 et 2016.

2. La Croix-Rouge de Belgique (CRB): La CRB accompagne la CRN dans la mise en œuvre de projets répondant aux missions qui lui sont confiées. Dans le cadre du présent projet, la CRB a recruté un Délégué de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) basé à Gouré pour accompagner la mise en œuvre de ce dernier.
~~La Croix-Rouge Irlandaise : avec qui la Croix-Rouge de Belgique travaille en consortium depuis 2012 et qui est active dans la zone d'intervention du projet en sécurité alimentaire depuis 2008.~~
3. Les communautés bénéficiaires : qui participeront de manière active à l'EVC au début du projet et joueront un rôle clé dans l'identification et la mise en œuvre des mesures préventives et de mitigations des risques. Les associations de volontaires mobilisées seront impliquées dans la transmission des messages et l'encadrement des populations locales pour la préparation et la réaction face aux crises. Les populations seront encouragées à faire partie des associations de volontaires et des brigades de surveillance. Les leaders naturels seront impliqués dans le suivi et le renforcement des décisions et des messages car ils sont très écoutés dans la zone
4. Les Institutions de l'Etat : la CRN a développé des partenariats spécifiques avec les comités régionaux et sous régionaux pour les gestions des crises alimentaires à savoir ceux de l'agriculture (pour les activités liées à la protections des végétaux et des espaces agricoles), de l'élevage (pour les activités liées à la protections des animaux), des communes (pour toutes les activités de sensibilisation communautaire et de soutien à la création de comités de gestion communautaire et des systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU), de l'hydraulique (pour les activités liées à l'assainissement et à l'eau), de l'environnement (pour les activités liées à la lutte contre la désertification, les feux de brousses et l'ensablement des cuvettes), et de la santé (pour l'appui à la prévention de la malnutrition en période d'urgence).
5. Les compagnies privées : 1/ **Africa Drone service** pour la collecte des données aériennes et la cartographie des risques. Drone Africa Service est une start-up Nigérienne spécialisée dans la filière des drones civils. Ils sont pionniers en la matière dans toute la sous-région. Ils ont déjà eu à travailler avec plusieurs organisations et structures de la place dans le domaine de l'imagerie aérienne. On peut citer Enabel, la Croix-Rouge luxembourgeoise, le HCR et la GIZ. 2/ **Les compagnies de téléphonie mobiles** pour la mise à disposition des téléphones adaptés (smart phones), tablettes et cartes Sim (Sim et data Sim) ainsi que les formations sur la collecte et la gestion des données mobiles. 3/ **Les institutions locales de microfinances (IMF)** pour les activités de cash transfert. 4/ **Land Rover** qui apportera une contribution en eau hygiène et assainissement à travers la construction d'une mini adduction d'eau potable dans la commune de Kellé (soit une contribution de 140.000 Euros en 12 mois). 5/ **les Radios communautaires** présentes dans toutes les communes et ayant chacune une couverture d'environ 30 kilomètres seront utilisées comme support relais des informations capitales et des sensibilisations communautaires.

Les autres parties prenantes présentes dans la zone d'intervention et importantes pour ce projet sont:

6. Les acteurs du Mouvement de la Croix-Rouge : 1/ **La Croix-Rouge française** qui possède un bureau à Zinder et est active essentiellement dans la prise en charge de la malnutrition et l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Les actions soutenues par la Croix-Rouge française en nutrition sont parfaitement complémentaires aux actions proposées dans ce projet. 2/ **Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR)** présent au Niger depuis plusieurs années et qui dispose des ressources humaines et matérielles disponible ainsi que d'un entrepôt au niveau de Niamey qui pourrait fournir à des prix raisonnable une partie des besoins de stocks NFIs à pré-positionner dans la zone du projet. Il dispose également d'un entrepôt à Zinder (hébergé par le bureau régional de la CRN), qui servira d'espace pour le pré-positionnement du stock régional.

7. Les Agences des Nations Unies dont la stratégie régionale prévoit diverses actions, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la santé et la nutrition, et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Plus particulièrement, des synergies seront recherchées avec les différents acteurs travaillant dans la préparation des communautés à la prévention des catastrophes et la réponse aux urgences telles que le HCR, le PAM, l'OIM et le bureau de coordination des Nations Unies.
8. Save the Children qui a développé une stratégie d'intervention humanitaire pilote, complémentaire au pré-positionnement des stocks alimentaires et non alimentaires. Dans le cadre de cette approche dénommée : « Alerte précoce/Action précoce », les communautés définissent elles même les niveaux d'alerte en fonction de leur propre réalité. Cela rend la réponse plus efficace et semble porter ses fruits. Nous comptons nous inspirer de cette expérience.

2.3 Veuillez résumer les résultats de l'évaluation (le cas échéant, annexer un rapport complet) en établissant un lien avec l'action

La situation du Niger est caractérisée par une fréquence et une récurrence de catastrophes naturelles cycliques inquiétantes, qui conduisent à des crises alimentaires régulières, touchant des populations déjà fortement affectées par un niveau de pauvreté élevé. La série cumulative de crises et de catastrophes affectent progressivement la résilience des communautés, amoindrissant au fil du temps leurs capacités de résistance. Aujourd'hui tout choc, quelle que soit son amplitude, peut avoir des effets très graves sur les populations.

A cela s'ajoutent des causes structurelles amplifiant la vulnérabilité des communautés, dont les déterminants sont essentiellement : la forte pression démographique, la position géostratégique du pays avec ses incidences sur la sécurité et les flux de populations, la forte exposition aux aléas climatiques, les problèmes d'aménagement du territoire, l'insuffisance de l'accès aux services de base (santé, eau potable, assainissement...), l'appauvrissement des moyens de subsistance, les comportements socio-culturels et la faiblesse de la préparation à la réponse aux catastrophes.

Le Niger est dès lors confronté à des besoins humanitaires multiformes qui demandent une réponse adéquate de la part des acteurs humanitaires prenant en compte les besoins des différents groupes vulnérables [Aperçu des besoins humanitaires 2017 – OCHA].

A ce titre, les actions du présent projet contribueront au 2^{ème} objectif stratégique du Plan de Réponse Stratégique 2015 pour le Niger des Nations Unies (OCHA) consistant à '*soutenir les populations vulnérables pour mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, en réduisant la durée du relèvement post-crise² et en renforçant les capacités des acteurs nationaux*'.

Le choix de la zone d'intervention et les actions proposées dans le cadre du projet reposent sur : (i) l'analyse du contexte résumée dans les sections précédentes et l'analyse des besoins réalisée dans les communes sélectionnées; (ii) la faible présence d'autres acteurs intervenant dans le département de Gouré (iii) une bonne connaissance de la zone d'intervention grâce aux interventions coordonnées en sécurité alimentaire menées depuis 2008 dans la région de Zinder par les Croix-Rouge *Nigérienne*, de Belgique et *Irlandaise* (la Croix-Rouge nigérienne a des branches locales dans les 6 communes ciblées de Gouré, Gamou, Allakos, Bouné, Guidiguir et Kellé) ; (iv) la présence de bureaux et d'une équipe déjà opérationnels dans la zone d'intervention (Département de Gouré) et (v) des relations déjà bien établies avec les autorités administratives et traditionnelles ainsi qu'avec les principaux départements techniques de l'Etat.

² Cinq types de crises sont pris en considération: l'insécurité alimentaire, les crises nutritionnelles, les épidémies, les crises conduisant à des mouvements de populations et les catastrophes naturelles.

Pour répondre aux différents problèmes identifiés plus haut, le présent projet entend renforcer les dispositifs/systèmes de préparation aux catastrophes naturelles (systèmes de surveillance et d'alerte précoce à différents niveaux ainsi que pré-positionnement de stocks). Le projet soutiendra concrètement les populations des communes ciblées, à mener des actions de réduction des risques (mitigation) et de préparation aux catastrophes. Ce projet permettra de renforcer structurellement le rôle et l'action de la Croix-Rouge nigérienne pour la réduction des incidences des catastrophes d'origine naturelles, dans le département de Gouré.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) et permet donc de renforcer la capacité de la Société nationale de la Croix-Rouge et ses partenaires à prévenir et à gérer les catastrophes cycliques identifiées dans la zone d'intervention.

Plus spécifiquement :

Il s'agira, en collaboration, avec la CRN d'identifier les besoins et de renforcer le dispositif en place de gestion des catastrophes, en organisant des formations et fournissant des équipements appropriés. Un accent particulier sera mis sur l'utilisation des technologies de communication afin d'améliorer la collecte des données. Le système de suivi évaluation des risques sera basé sur l'utilisation de formulaires et formats de collecte des données, la création de base de données utilisant la téléphonie mobile, le stockage, la gestion et la dissémination des informations, la mise sur pied d'interface web.

La création/redynamisation des SCAP-RU, des brigades de surveillance/contrôle ainsi que la formation des associations de volontaires permettront de déployer les moyens humains essentiels au fonctionnement des systèmes d'alerte. Les plans de contingence seront mis à jour et distribués au niveau local; les rôles des parties prenantes seront clairement précisés. Un système périodique de rapportage sera établi.

Le pré-positionnement des stocks de produits non alimentaire et les activités de cash transfert pour les déplacés internes ressortissants permettront de tester la réponse. Des activités de prévention et de préparation seront également entreprises avec les populations.

2.4 [INT] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins au stade du rapport intermédiaire, veuillez préciser

Durant la période du présent rapport, il n'y a pas eu de changement majeur conformément à l'évaluation des besoins. Cependant, les besoins des déplacés internes, des personnes rapatriées/refoulées d'Algérie, de Libye et des retournés du site aurifère du Djado identifiés comme prioritaires au moment de la formulation, ont évolué suite à leur prise en charge par d'autres structures plus spécialisées dans les problématiques migratoires. L'activité de cash transfert ayant été annulée, les institutions de microfinances ne sont finalement intervenues dans le projet.

En ce qui concerne les parties prenantes externes, il est à noter que certaines n'ont pas été impliquées (et ne le seront pas d'ici la fin du projet) principalement en raison des contraintes de temps. En effet, pour rappel, le projet a démarré avec un retard d'environ 6 mois suite au retrait de la Croix-Rouge Irlandaise qui a conduit à la redéfinition de l'approche adoptée. C'est notamment le cas de Africa Drone pour la cartographie des données aériennes ; par ailleurs, le retrait de la Croix-Rouge irlandaise a eu pour conséquence le retrait d'un de leurs bailleurs, Land Rover, et l'annulation de l'activité prévue de construction d'une mini adduction en eau potable dans la commune de Kellé.

2.5 [FIN] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins après le rapport intermédiaire, veuillez préciser

Suite aux conséquences importantes dues aux inondations survenues en août 2019 dans le département de Gouré, il a été jugé nécessaire d'apporter assistance aux nombreux sinistrés afin de répondre aux besoins évalués. Compte tenu des capacités renforcées de la CRN en matière de Transfert Monétaire grâce au volet Cash preparedness du présent programme, cette modalité d'action a été privilégiée.

Ainsi, une opération de distribution de Cash a été effectuée dans le département de Gouré par la CRN avec l'appui de la CRB au profit de populations sinistrées par les inondations pour appuyer leur relèvement et la reconstruction des habitations détruites. Le projet DRR a accompagné cette activité par la mise à dispositions de ressources humaines, de moyens roulants, la facilitation de la communication auprès des autorités et surtout l'appui technique à l'opérationnalisation des distributions de cash pour 1000 ménages.

3. ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

3.1 Présence de l'Organisation humanitaire dans la zone d'intervention: bref aperçu de la stratégie et des activités actuelles ou récentes dans le pays

La Croix-Rouge de Belgique (CRB) a soutenu des opérations d'urgence au Niger grâce aux fonds DREF (*Disaster Relief Emergency Fund*) en 2011 pour la réponse à l'épidémie de choléra et en 2012 en réponse aux mouvements de populations en provenance du Mali. En outre, la Croix-Rouge de Belgique et la Croix-Rouge Irlandaise ont appuyé étroitement la Croix-Rouge nigérienne depuis Octobre 2013 dans le cadre de deux interventions humanitaires de 18 et 24 mois respectivement (crise complexe). La Croix-Rouge de Belgique soutient également la société nationale locale pour la mise en œuvre du programme de résilience communautaire financé par la DGD (D3) programme 2014-16 et programme 2017-2021.

La Croix-Rouge Irlandaise (CRI) a été présente au Niger pendant douze ans, et dans la région de Zinder depuis 2008. Durant cette période la Croix-Rouge Irlandaise a appuyé la Croix-Rouge nigérienne et ses partenaires dans les domaines de l'humanitaire (réponses aux urgences : famine de 2005 à Agadez, sécheresse et inondations à Tanout ; préparation aux catastrophes à travers diverses formations des volontaires de la CRN, (RDRT, NDRT, CRDT), résilience. Elle a couvert près de 90 villages issus de quatre communes dans les départements de Tanout, Belbédji, et Gouré appartenant tous à la région de Zinder. 30 de ces villages sont été soutenus par le programme crise complexe.

La Croix-Rouge Nigérienne (CRN) est également une organisation bien établie au Niger et possède un réseau de volontaires sur l'ensemble du pays. En tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics nigériens, la CR nigérienne est connectée avec les principaux ministères au niveau national et régional et fait partie de l'Agence nationale pour la prévention et la gestion des catastrophes.

~~La CRN et la CRB Le consortium CRN, CRB, CRI existant depuis 2012 dans la zone de Zinder possèdent les ressources humaines, logistiques et opérationnelles suivantes :~~

- ~~– Une équipe expatriée (1 représentant pays, 1 délégué administratif et financier et 1 délégué RRC spécialiste en planification, suivi, évaluation et rapportage (personne ressource DRR) et locale (56 personnes) déjà en place et directement opérationnelle ;~~
- ~~– Un réseau de volontaires (environ 1.200) de la CR nigérienne déjà en place au sein des communautés et directement mobilisable. La CR nigérienne dispose en effet d'un bureau régional à Zinder, d'un bureau départemental à Gouré et d'un comité local dans chacune des communes d'intervention.~~
- ~~– Des bureaux déjà établis dans la capitale à Niamey (supervision et coordination au niveau national) et dans le chef-lieu de la région à Zinder (suivi et évaluation du projet, coordination~~

au niveau régional) ainsi qu'au niveau départemental à Gouré (mise en œuvre du projet); et donc des moyens logistiques au sein de chaque bureau pour le transport, la communication et la sécurité.

~~— La mise en place d'un petit bureau/case de passage dans la zone d'intervention est prévue.~~

- Des relations bien établies avec les autorités locales et les différents départements techniques de l'Etat (génie rural, agriculture, élevage, hydraulique, environnement et santé publique). Des accords de partenariat avec ces différents départements sont des préalables à toute collaboration.

Le mouvement de la Croix-Rouge, de par son mandat et action sur le terrain est spécialisé et reconnu en matière de préparation et réponse aux catastrophes. Le mouvement capitalise en interne et échange régulièrement sur ses pratiques et expériences vécues à travers le monde. Cela enrichi l'efficacité des interventions des membres du mouvement. Les partenaires de la CR associés à ce projet jouiront également des avantages de ce travail en réseau.

3.2 Actions en cours et demandes de financement introduites auprès d'autres donateurs), dans la même zone d'intervention – veuillez indiquer comment les chevauchements et le double financement seraient évités

Pour l'instant, la Croix-Rouge Nigérienne n'a pas d'autres projets dans la zone cible du projet. Cependant, dans le cadre du présent Programme Humanitaire financé par la DGD, deux autres volets sont mis en œuvre par la Croix-Rouge de Belgique. En cohérence et en lien direct avec ce volet RRC, ces deux autres volets visent le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Nigérienne à la préparation aux catastrophes et la capacité à y répondre par des mécanismes innovants. Ces deux autres volets consistent d'une part en la mise en place d'un mécanisme de réponse précoce aux chocs climatiques : *Forecast Based financing (FbF)* et d'autre part, en le renforcement de la capacité de répondre aux crises humanitaires par transfert monétaire : *Cash Transfer*. Il existe de nombreux points de convergence entre et avec les activités de ces deux volets, une synergie d'actions sera mise en place afin de capitaliser et mutualiser les ressources humaines et financières durant la mise en œuvre du programme.

~~Certains coûts afférents au présent projet, mené en consortium avec la Croix-Rouge Irlandaise, seront pris en charge par la Croix-Rouge Irlandaise, notamment des ressources humaines expatriées et locales (voir tableau RH au 10.1) et des frais de fonctionnement des bureaux et habitations de Niamey et Zinder. Les coûts étant clairement identifiés, il n'y a pas de risque de double financement.~~

3.3 [FIN] Enumérez les autres opérations exécutées par l'Organisation humanitaire ou ses partenaires de mise en œuvre au cours de la même période dans cette zone d'intervention et décrivez comment les risques de double financement ont été évités

Les partenaires du Mouvement CR n'ont pas concrètement mis en œuvre d'autres projets ou opérations dans le département de Gouré durant cette période mais restent tout de même très actifs dans d'autres zones de la région de Zinder. C'est le cas notamment de la Croix-Rouge Française qui mène des programmes de santé-nutrition et de la Croix-Rouge Danoise dans le secteur de la migration.

La CRN avec le support technique de la FICR et de la CR Américaine déroulera un projet de réduction de risques de catastrophes pendant une année dans le département de Gouré et dans d'autres départements à partir de mi-avril 2020, si le contexte sanitaire le permet. Des discussions et des échanges ont eu lieu et des activités assez similaires seront mises en œuvre notamment les formations, les activités de communication et de sensibilisation, des constructions et des positionnements de NFI. Ce qui vient donc en renforcement et complément aux actions réalisées précédemment dans le cadre du présent projet DRR. De plus, une communication a été portée auprès des autorités administratives, des services techniques et des comités Croix-Rouge

de Zinder et de Gouré quant à la reprise ou la continuité de certaines activités par cette intervention prochaine. D'ailleurs la CRN considère et communique cette nouvelle intervention de la Croix-Rouge Américaine/FICR comme un prolongement des réalisations et un renforcement des acquis obtenus grâce au projet DRR financé par la CRB.

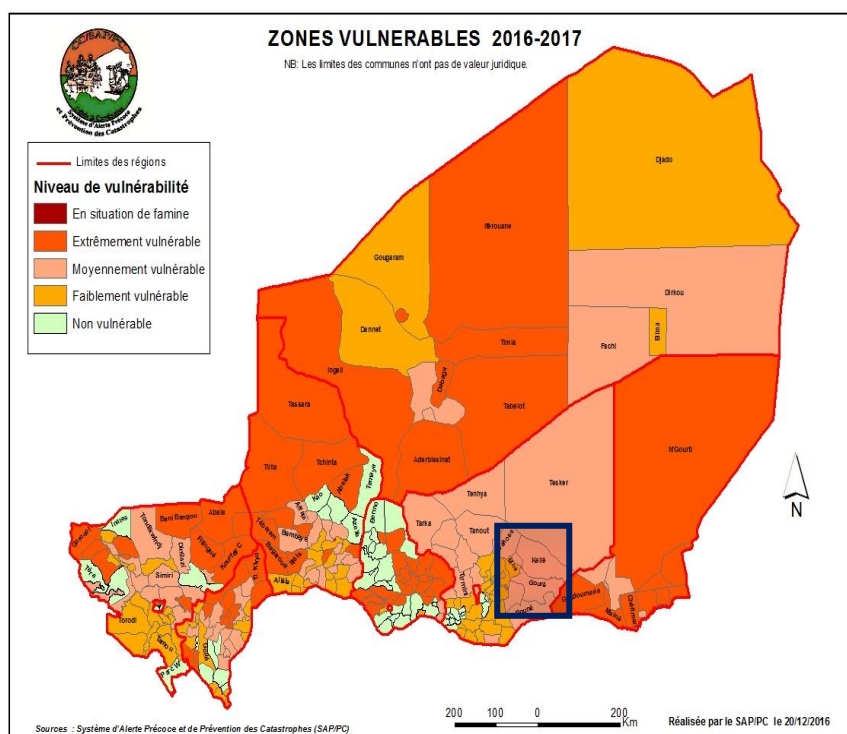
Une partie de l'équipe du projet (dont le Chef de projet et l'Assistant logistique) a été recrutée/reconduite par la CRN pour conduire cette nouvelle intervention, notamment avec le Chef de projet qui sera basé à Zinder et qui couvrira le département de Gouré.

4. CADRE OPÉRATIONNEL

4.1 Localisation exacte de l'action (veuillez inclure une carte permettant de localiser le projet)

La zone d'intervention du projet se situe dans les six communes du département de Gouré, situé dans la région de Zinder.

Les 6 communes ont ensemble une superficie totale d'environ 95.182 km² et une population totale d'environ 327.818 habitants. Le département de Gouré est limitrophe des régions de Diffa à l'Est (départements de Mainé-Sora et Nguigmi), de Agadez au nord (département de Bilma et Tchirozérine), de Zinder à l'Ouest (Départements de Tanout, Mirriah et Magaria), et au sud par la République Fédérale du Nigeria avec lequel elle partage une frontière de 1300 km. La population est principalement rurale et l'économie repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage.



La zone d'intervention est composée de 6 groupes ethniques en proportions variables : Haoussas, Kanouris, Touaregs, Arabes, Toubous, Peuls et Djermas. Tous les groupes ethniques pratiquent l'agro-pastoralisme avec une importance plus grande de l'agriculture pour les Kanouris et les Haoussa, et du pastoralisme pour les Peuls et les Touaregs.

Selon le dernier classement des zones vulnérables pour la région de Zinder (classement réalisé par l'Etat selon les résultats de la dernière campagne agricole – 2016), le département de Gouré est classé parmi des zones les plus vulnérables pour la région de Zinder.

Chaque commune ciblée dispose d'un Plan de Développement décrivant les enjeux et ambitions de développement à l'échelle locale. Ces documents constitueront des outils de référence importants pour y inscrire les actions du projet.

4.2 Bénéficiaires

4.2.1 Nombre total de bénéficiaires directs:

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à ~~327.818~~ ~~327.850~~ habitants (soit ~~46.831~~ ~~environ~~ ~~46.800~~ ménages) répartis dans 702 villages situés dans les communes de Gouré, Alakos (62), Gamou (36), Guidiguir (98), Boune (138) et de Kellé.

4.2.2 Spécificités des bénéficiaires directs (veuillez préciser, si possible, en vous référant aux groupes selon le cas, p. ex.: mineurs non-accompagnés, handicapés, enfants, anciens combattants...)

Les bénéficiaires directs sont répartis dans les 3 catégories suivantes:

- **Les communautés entières du département de Gouré** : pour les activités de renforcement du dispositif de gestions des catastrophes au niveau des communes, les SCAP-RU et les activités de renforcement des capacités de la Croix-Rouge Nigérienne;
- **Les personnes les plus vulnérables affectés par les catastrophes**: ici sont catégorisées les personnes identifiées à travers les enquêtes EVC ainsi que toutes les personnes qui bénéficieront des appuis directs lors des éventuelles catastrophes lorsqu'elles surviennent.
- **Certains déplacés internes (poursuivés de Boko Haram et retournés du site aurifère du Djado) et les personnes refoulées d'Algérie et de Lybie** ; ces groupes de personnes seront recensées par les services compétents avec la participation de la CRN ; elles bénéficieront spécifiquement des activités de cash transfert.

En cas de crise, la prise en charge des victimes se fera selon une priorisation des degrés de vulnérabilité parmi les couches des populations ciblées : 1/ enfants de 0 à 5 ans, 2/ femmes en âge de procréer 3/ handicapés et personnes âgées 4/ autres victimes directes 5/ autres victimes indirectes.

4.2.3 Mécanismes et critères d'identification des bénéficiaires directs

Bien que toute la région de Zinder soit affectée par la récurrence des catastrophes cycliques et les effets néfastes du changement climatiques, le département de Gouré est un des départements les plus délaissés en matière d'appui à la préparation et la gestion des catastrophes.

Mécanisme d'identification des communes

L'intervention vise les 6 communes du département de Gouré, département identifié comme vulnérable et isolé face aux risques de catastrophe. D'autre part, les Maires des communes concernées ont sollicités un soutien auprès de la CRN et l'évaluation des besoins a confirmé les difficultés rencontrées par ces populations.

Mécanisme d'identification des villages

Comme mentionné ci-dessus, certaines activités bénéficient à tout le village et d'autres activités visent spécifiquement les ménages les plus vulnérables. Le processus de sélection des ménages aura lieu au démarrage du projet en utilisant un outil Evaluation VC (EVC : *évaluation des Vulnérabilité et des capacités*) que l'équipe de projet a déjà utilisé dans le cadre des projets précédents. Rappelons les communautés seront ciblées en fonction des circonstances dès l'apparition d'une catastrophe (ciblage des plus vulnérables en fonction de l'analyse des besoins).

4.2.4 Décrivez l'ampleur et les modalités d'implication des bénéficiaires directs dans la conception de l'action

Les bénéficiaires directs du projet (au niveau des communes), tout comme les autorités locales et administratives, et les départements techniques du gouvernement, ont été consultés lors de l'évaluation des besoins réalisée entre Janvier et Mars 2017.

La conception du projet repose notamment sur les feedbacks reçus des bénéficiaires des villages et des correspondances des services techniques, communes et préfecture.

Le projet intégrera pleinement les communautés dans le choix (priorisation) des activités, la mise en œuvre et le suivi. Les volontaires CRN, les responsables communaux et les membres du dispositif de préparation et de gestion de catastrophe seront également partie prenantes de tous les processus.

La mobilisation sociale et la promotion du RRC pour la compréhension des risques de catastrophes constituent le pilier pour renforcer la durabilité et l'appropriation par les communautés.

Une technique participative de mobilisation sociale RRC au travers du réseau de volontaires Croix-Rouge sera développée et permettra d'impliquer les bénéficiaires et parties prenantes à tous les niveaux dans le processus de planification de la prise de conscience par rapport aux risques de catastrophes. Cela constituera une innovation du projet en matière de mobilisation sociale sur la thématique RRC.

Le plan de mobilisation sociale des communautés consistera à dialoguer avec les membres des communautés afin que, par elles-mêmes, elles identifient les risques auxquelles elles sont soumises. Afin d'atténuer l'impact des crises récurrentes qu'elle aura identifiée, la communauté établira un plan d'action RRC que nous allons dénommer : *initiative RRC communautaire*. Une fois que chaque communauté aura élaboré son plan d'action RRC, des structures de suivi de mise en œuvre du plan d'action seront mises en place, suivant le modèle du dispositif de la plateforme Régional RRC (SCAP-RU, OSV, Plateforme communales et département RRC). Les volontaires Croix-Rouge seront intégrés dans chaque organe du dispositif dont le rôle sera de maintenir le dispositif actif par la collecte des informations, la remontée des informations et la présence comme main-d'œuvre ressource en cas de réponse.

4.2.5 Autres bénéficiaires potentiels (indirects, "catchment", etc.)

- **La population de Zinder** : pour les activités de renforcement du dispositif de gestions des catastrophes dont les bénéfices viseront à couvrir tous les départements de la région en matière de catastrophe.
- **les retournés** du Djado, de Lybie et d'Algérie, les déplacés internes venant de Diffa et des villages frontaliers fuyant les actions de Boko Haram.

4.2.6 Bénéficiaires directs par secteur (se référer aux "lignes directrices d'ECHO, Annexe I", pp26 à 29: http://ec.europa.eu/echo/about/actors/fpa_fr.htm)

Secteur d'intervention	Nombre de communes	Nombre de villages	Nombre de ménages	Nombre de bénéficiaires (moyenne : 7 hab/ménage)
Prévention des catastrophes	6	702	46.831	327.818
Atténuation des risques (ces personnes sont également bénéficiaires des activités de prévention des catastrophes)	6	60	930	6.150

4.2.7 [INT] En cas de changement, veuillez expliquer

Aucun changement à notifier. Le projet est mis en œuvre dans l'ensemble des 6 communes du département de Gouré, et 60 villages sont directement des zones d'activités de la part de l'équipe du projet et de la Croix-Rouge Nigérienne.

4.2.8 [FIN] En cas de changement, veuillez expliquer

Aucun changement à noter par rapport aux bénéficiaires. Le projet a été exécuté dans les six (6) communes du département de Gouré. Les actions de prévention ciblent toujours l'ensemble des 702 villages et les 327.818 habitants que compte le département de Gouré. De même, les actions d'atténuation des risques, dont les cibles sont plus spécifiques (60 villages et environ 6150 personnes), n'ont pas connu de changement ou d'évolution. Il est cependant important de souligner que parmi les 6 150 personnes, 1000 ont été assistées par l'opération TM mise en œuvre suite aux inondations.

4.2.9 [FIN] Estimation par type de bénéficiaires

- Nombre de bénéficiaires par secteur d'intervention

Secteur d'intervention	Nombre de communes	Nombre de villages	Nombre de ménages	Nombre de bénéficiaires (moyenne : 7 hab. / ménage)
Prévention des catastrophes	6	702	46.831	327.818
Atténuation des risques	6	60	930	6.150

- Type de bénéficiaires par secteur d'intervention et activités

RESULTATS	SECTEUR D'INTERVENTION	ACTIVITES	TYPE DE BENEFICIAIRES DIRECTS
R1	Prévention des catastrophes	Mise en place/Redynamisation des systèmes d'alerte précoce régionaux (Zinder), départementaux (Gouré) et communaux (dans les six communes)	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles • Autorités administratives (région et département) • Services techniques (région et département) • Mouvement CR (CRN)
		Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités administratives (région et département) • Services techniques (région et département) • Mouvement CR (CRN)
		Renforcement des capacités des acteurs clés des systèmes d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles • Autorités administratives (région et département) • Services techniques (région et département) • Mouvement CR (CRN)
		La mise en place, formation et équipement de brigades communales d'urgence/contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles • Mouvement CR (CRN)
		Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles • Autorités administratives (région et département) • Services techniques (région et département) • Mouvement CR (CRN)
R2	Mitigation des Risques	Mise en place et distribution de stock d'urgence non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour leurs distributions	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles
		Distribution de Cash pour le relèvement auprès de 1000 ménages de la région de Zinder	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes de Gouré, Guidiguir et Goundouma
		Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés :	<ul style="list-style-type: none"> • Services techniques (région et département) • Croix-Rouge Nigérienne (Comités départemental et communaux)

R3	Prévention et Réduction des risques (atténuation)	Elaboration d'une cartographie de risque par commune	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités administratives (département)
		Sensibilisation et formation des communautés à l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles
		Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles
		Création et formation des associations communautaires de volontaires	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement CR (CRN)
		Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiées	<ul style="list-style-type: none"> • Populations des communes cibles • Autorités administratives (département) • Services techniques (département) • Mouvement CR (CRN)

4.3 Objectifs, résultats et activités

4.3.1 Aperçu opérationnel de l'action: cadre logique³ (maximum 3 pages)

Titre de l'action	Appui à la préparation, la prévention et à la gestion des risques liés aux catastrophes cycliques dans le département de Gouré, Région de Zinder				
Objectif principal	Appui à la mise en œuvre du Plan National de contingences multirisques du Gouvernement du Niger dans le département de Gouré, région de Zinder (rôle renforcé de la CRN)				
	Logique d'intervention	Baseline	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques et hypothèses
Objectif spécifique	Les populations et acteurs humanitaires du département de Gouré, mieux préparés aux risques de catastrophes, sont moins impactés lors des crises conjoncturelles	<p>Au niveau national la CRN dispose de ressources humaines formées en SCAPRU;</p> <p>- Le dispositif de gestion des catastrophes et crises alimentaires existe au niveau régional, départemental et communal mais n'est pas fonctionnel ;</p> <p>- En cas de crise, les populations ne sont pas préparées à la réponse et en subissent de lourdes conséquences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Systèmes de surveillance d'alerte précoce coordonnés et fonctionnels aux différents niveaux (Régional, Départemental, communal) - La Croix-Rouge aide à la remontée des informations utiles au fonctionnement du système - Capacité de réponse de la CRN en matière de déploiement de produits non alimentaires en cas de crise est améliorée grâce aux moyens logistiques et organisationnels renforcés - Minimum 50% de la population (incluant parmi les plus vulnérables) consciente des risques et capable de les anticiper et de les atténuer par des mesures adéquates - En cas de crise dans les zones ciblées (6 communes), l'analyse des besoins réalisée dans les 24 h + au moins 50% des personnes affectées préservant leurs conditions de vie 	<p>Plan de contingences élaborés/révisés, rapports de formations, rapports de la CRN</p> <p>Plan d'action DRR des communautés</p>	<p>H : Pas de crise d'envergure majeure (famine, guerre, terrorisme)</p>
Résultats 1	La CRN impliquée de manière coordonnée au renforcement des dispositifs de surveillance régional (1), départemental (1) et communal (6), permet le renforcement des systèmes d'alerte avec les autres acteurs concernés (1 ^{er} ligne) – (Préparation à la réponse – outils et équipes à différents	<p>Au niveau national et local, la CRN dispose de ressources humaines insuffisamment formées et outillées pour participer activement aux espaces de concertation/coordination.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - CRN active durant concertations et travaux de révision/validation des plans de contingence (dispositif de gestion des risques) régional (1), départemental (1), - 1 Plan de contingence régional révisé et distribué - 6 Systèmes communaux d'alertes précoces et de réponses aux urgences (SCAP-RU) sont créés et opérationnels - 6 Brigades d'Urgences/Contrôles communales – 	<p>Rapports de la CRN Rapports d'enquête Rapport de coordination Rapport de formation des SCAP-RU, listes des membres des SCAP-RU, Fiches des membres des bridages d'urgences formées et leurs contacts Fiche de donation des équipements</p>	<p>R : Les acteurs partenaires des systèmes d'alerte perdent leurs motivations et engagement.</p> <p>R : La mise à jour des plans de contingence prend du retard suite au manque</p>

³ Ce tableau doit donner un aperçu général complet des différents éléments de l'action. Il contiendra seulement des informations concises sur les résultats et les activités. Tout changement apporté au cadre logique au stade du rapport intermédiaire ou du rapport final sera communiqué.

	niveaux)	Bilan actuel des catastrophes dans la zone d'intervention.	<p>volontaires (CRN) - formées et opérationnelles en tant qu'acteurs clés du Système Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau de volontaires collecte et remonte les informations aux acteurs clés du système 		d'implication de toutes les parties prenantes
Résultats 2	Les moyens logistiques et organisationnels de la CRN positionnés pour une réponse appropriée sont disponibles, en cas de crise au niveau départemental (Préparation à la réponse au niveau département/6 communes – logistique)	<p>En cas de crise, la CRN n'a pas les moyens logistiques et opérationnels suffisants pour contribuer de façon appropriée à la réponse</p> <p>Taux de prévalence des maladies cycliques recensés – zone Gouré: malnutrition: 42,8%, Paludisme 51.685 cas et 69 décès (entre semaine 4 et 16 de 2017). Méningite : 62 cas et 3 décès (entre semaine 4 et 16 de 2017).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Stocks non-alimentaires pré-positionnés (01 stock régional à la CRN à Zinder, entrepôt Kellé, 500 kits de produits non alimentaires (à Kellé et Gouré) - 6 Opérateurs techniques concernés de la CRN (gestionnaires de stocks) formés et préparés à la réponse (gestionnaires des communes) - Un système fiable de communication (circuit de communication et format/support) est en place et utilisé par tous les acteurs - Un dispositif de distribution y compris les moyens de transport des aides aux sinistrés est mis en place et est opérationnel - Moyens de transport et de communication nécessaires disponibles et opérationnels - Test pilote cash transfert sur déplacés mis en œuvre et capitalisé 	Fiches de stock, liste des produits distribués, Rapport de formation, Rapports techniques et rapport périodiques	<p>R : La mise en place des accords de partenariat pour la mobilisation des moyens logistiques (transports) ne sont pas respectés en cas de crise</p> <p>R : les outils de cash transfert ne sont pas opérationnels</p>
Résultats 3	Les populations des 6 communes ciblées informées et formées agissent préventivement face aux risques de crise (Prévention) et sont capables d'adopter les comportements adéquats en cas de crise (Préparation au niveau communal)	Cartographie des risques absente / ignorée Association villageoise DRR non opérationnelles Mesures préventives insuffisantes, vulnérabilité des populations	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Cartographie des risques au niveau de chaque commune disponible et mise à jour sur base régulière et participative (soit 6 au total) - 24 Associations et comités villageois (volontaires CRN) prêtent à intervenir en cas de crise - Les villages les plus à risque disposent d'un plan d'action RRC - Une base de données de volontaires actif sur la thématique RRC dans la région de mise en œuvre disponible - 80 %de la population de la zone d'intervention connaissent et adoptent des comportements nécessaires pour agir en cas de catastrophe 	Plan de contingence validé Rapports d'activités Rapports de la CRN Rapports d'activité des associations, Rapports d'Enquêtes	R : l'analphabétisme ralenti la capacité des populations à gérer des systèmes d'alerte

			<p>- Des mesures préventives adoptées et répliquées par les populations avec l'appui des services locaux</p>		
<p>Activités</p>	<p>Résultat 1 : Système d'alerte outils et RH A1 : Mise en place/Redynamisation des systèmes d'alerte précoce régional (Zinder), départemental (Gouré) A2 : Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux A3 : Renforcement de capacités des acteurs clés des systèmes d'alerte précoce A4 : Mise en place, formation et équipement des brigades d'urgence/contrôle A5 : Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce (SCAP-RU)</p> <p>Résultat 2 : Système d'alerte logistique A1 : Mise en place et distribution de stock d'urgence alimentaires et non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour distribution A2 : Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés, les provisions de produits non alimentaires ainsi que les kits santé A3 : Cash transfert pour la stabilité, la réinsertion et la sédentarisation des retournés du Djado, de Lybie et d'Algérie originaires des six communes de Gouré et des déplacés de Diffa</p> <p>Résultat 3 : Prévention & préparation des communautés A1 : Elaboration d'une cartographie des risques par commune : A2 Sensibilisation et formation des communautés sur l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles A3 Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification A4 Création et formation des associations communautaires de volontaires A5 Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiés (vaccination, foyers améliorés, stocks fourrage,...)</p>				
<p>Conditions préalables Pas de crise politique et sécuritaire majeure</p>					

4.3.2 Informations plus détaillées par résultat⁴

4.3.2.1 Résultat 1: La CRN impliquée de manière coordonnée au renforcement des dispositifs de surveillance régional (1), départemental (1) et communal (6), participe avec les autres acteurs concernés (1^{er} ligne), à la redynamisation des systèmes d'alerte – (Préparation à la réponse – outils et équipes à différents niveaux)

Sous ce résultat, le projet contribuera à renforcer le rôle de la CRN dans le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises alimentaires (DNPGCCA) et ses démembrements régionaux (secrétariats permanents et comités régionaux), départementaux (comités sous régionaux) et communaux (SCAP-RU) et brigades de surveillance/contrôle). Il consistera à mettre sur pied un système fonctionnel de préparation des catastrophes qui sera capable de travailler de manière continue (et non seulement au moment où les catastrophes surviennent). Ceci se fera par l'implication de l'ensemble des acteurs pour la révision des plans de contingence et la mise sur pieds d'un système fonctionnel de suivi-évaluation impliquant les ayants droits (communauté) et les pourvoyeurs de droits (CRN, autorités administrative/communales et services techniques). Les nouvelles technologies de l'information et de la communication seront utilisées pour faciliter la collecte et la gestion des données (drones, téléphonie mobile et internet).

Rôle joué par la Croix-Rouge :

➤ Au niveau structurel, organisationnel et fonctionnel du dispositif Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC):

Il s'agira d'intégrer des volontaires Croix-Rouge à chaque niveau du dispositif. Ces derniers auront pour rôle d'exécuter les tâches qui doivent se faire de manière volontaire. Ainsi, à chaque niveau du dispositif du système d'alerte, nous aurons la présence d'un volontaire Croix-Rouge :

- Niveau Plateforme régionale de RRC Zinder : un volontaire Croix-Rouge intégré, chargé de transmettre au Coordonnateur de la plateforme les informations qui lui proviennent des départements.
- Niveau Plateforme départementale Gouré : un volontaire Croix-Rouge intégré, chargé de rassembler les informations provenant des communes pour les analyses au niveau du département.
- Niveau Commune et villages : présence de volontaires Croix-Rouge chargés d'orienter les membres des communautés sur les informations à collecter, rassembler les données et les renvoyer aux principaux responsables du dispositif au niveau communale et à la hiérarchie Croix-Rouge.

➤ Au niveau activités communautaires, préparations et réponses :

Il s'agira pour les volontaires de la Croix-Rouge de mener les campagnes de sensibilisation auprès des communautés, accompagner les communautés dans l'élaboration de leur plan d'action RRC (initiative RRC), aider les communautés à se préparer et s'organiser pour la réponse.

4.3.2.1.1 Au stade de la proposition

- Secteur:
Prévention des catastrophes
- Sous-secteurs associés:
Risques environnementaux, agricoles et pastoraux

⁴ Par résultat identifié dans le cadre logique, des informations plus détaillées nécessaires à la bonne compréhension de la proposition/du rapport seront assemblées ici. Une sous-section spécifique par résultat au stade de la proposition, du rapport intermédiaire et du rapport final a été prévue (veuillez ne pas mettre à jour l'information d'un stade précédent dans cette section, veuillez commenter le changement dans la sous-section appropriée du résultat).

- **Bénéficiaires (statut + nombre):**

Toute la population du département de Gouré bénéficiera directement ou indirectement de ce résultat soit 327.818 habitants

- **Indicateurs pour ce résultat:**

A la fin du projet, 01 système de surveillance d'alerte précoce coordonné est fonctionnel

A la fin du projet, 06 SCAP-RU communaux seront fonctionnels et disposent chacun d'un plan d'action

A la fin du projet, 06 brigades de contrôle seront créées formées et équipées

Au terme du projet, un plan de contingence régional sera élaboré et distribué à tous les acteurs

- **Activités associées au résultat**

R1A1 – Mise en place/Redynamisation des systèmes d'alerte précoce régional (Zinder), départemental (Gouré) et communaux (dans les six communes)

Etablissement d'une cartographie des risques:

Une cartographie des risques sera élaborée dès le début du projet en utilisant les drones pour des collectes d'informations aériennes sur les six communes ciblées. Les informations collectées seront analysées et stockées sur une plateforme accessible aux utilisateurs. Les données seront par la suite mises à jour pendant et à la fin du projet pour comparaison avec les données initiales et à mi-parcours afin de mesurer les changements éventuels apportés par le projet.

Une Analyse participative des vulnérabilités (EVC) sera également menée au début du projet pour compléter les données aériennes. Cette analyse permettra :

- d'identifier les types, la fréquence, la sévérité des aléas auxquels font face les communes et les communautés
- déterminer les zones géographiques spécifiques et les communautés les plus vulnérables dans la zone d'intervention aux aléas
- Identifier les groupes, les endroits et infrastructures communautaires les plus vulnérables et prévoir les types de conséquences ainsi que les précautions à prendre

Afin d'assurer la remontée rapide des informations et une gestion plus efficace, un système de collecte de données utilisant la téléphonie mobile sera mis en place (achat équipements et matériel (tablettes, téléphone, ...) les opérateurs comprendront des membres de la CRN locales, les volontaires sélectionnés et formés et le personnel de la Croix-Rouge ; une plate-forme internet (ODK/ONA) pour le stockage et la gestion des données sera créée sur un serveur central et accessible suivant des droits d'accès spécifiques.

Il est à noter que l'utilisation de données personnelles dans le cadre de ce projet en général, y inclus ce résultat, se fera en accord avec les principes de protection des données personnelles telles que développées et mises en œuvre par le Mouvement de la Croix-Rouge et plus particulièrement le Manuel sur la Protection des Données publié par le CICR, le Brussels Privacy Hub et la Vrije Universiteit Brussel (VUB)⁵.

Conformément à la législation belge relative à la protection des données personnelles dans le cadre des communications électroniques, le projet appliquera le principe général de confidentialité des communications effectuées au moyen d'un réseau public de communications et de services de communications électroniques accessibles au public, ainsi que la confidentialité des données relatives au trafic qui s'y rapportent. La loi mentionne qu'il est interdit à toute personne, autre que les utilisateurs, d'écouter, d'intercepter, de stocker les communications et les

⁵ Handbook on Data Protection in Humanitarian Action, ICRC, 2017, available on : <https://shop.icrc.org/e-books.html>

données relatives au trafic qui s'y rapportent, ou de les soumettre à tout autre moyen d'interception ou de surveillance, sans le consentement des utilisateurs concernés.

Enfin, les SCAP-RU seront mis en place et formés au niveau de chaque commune du département de Gouré. Les volontaires de la Croix-Rouge Nigérienne seront membres à part entière de toutes les structures créées.

Le bureau régional de la CRN sera responsable du suivi de la mise en œuvre des plans de contingence départementaux et communaux. A cet effet des réunions trimestrielles de coordination et des missions de suivi seront organisées et facilitées par le projet. Les rapports et recommandations de ces diverses réunions et missions seront partagées avec tous les bureaux départementaux et les acteurs de mise en œuvre.

R1A2 – Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux :

Au niveau régional, le projet utilisera les documents existants (plan de contingence régional en cours, plan d'appui au plan de contingence de la CRN ainsi que tous les documents et rapports relatifs à la prévention et la gestion des catastrophes et crises alimentaires) et prendra en compte les différentes évolutions sur le terrain afin de négocier la révision du plan de contingence avec les parties prenantes.

Au niveau départemental et communal, de nouveaux plans seront élaborés, validés et disséminés avec les acteurs concernés. Un système de suivi et de rapportage périodique de ces plans sera ensuite mis au point avec l'appui de la société nationale.

Le risque de retard dans la mise à jour des plans de contingence est minime car les autorités les renouvellent chaque année et la CRN, en tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics, fait partie des négociations ; la CRN aura donc un rôle de dynamisation du processus.

R1A3 – Renforcement des capacités des acteurs clés des systèmes d'alerte précoce

Formation des partenaires/acteurs (responsables communaux, services techniques départementaux, leaders villageois et membres de la CRN) sur la gestion des risques et catastrophes, détection de l'alerte précoce et rapportage ainsi que sur les thématiques du mouvement CR/CR.

Au-delà des réunions prévues dans le cadre du fonctionnement du dispositif de prévention et de gestion des catastrophes, la Croix-Rouge Nigérienne s'assurera également de la tenue des réunions CLUSTER (santé, sécurité alimentaire, environnement, agriculture, élevage) autour de la préparation aux catastrophes cycliques et des réponses appropriées pour l'atténuation des effets néfastes des catastrophes. Ces réunions, qui regroupent les acteurs clés pour assurer la coordination des différents acteurs dans l'opérationnalisation des plans de contingence, existent mais ne sont pas systématiques. La CRN analysera, dans le cadre de ce projet, les raisons profondes rendant les réunions irrégulières et usera du plaidoyer auprès des différents acteurs pour assurer leur tenue.

Enfin au moins 120 volontaires Croix-Rouge (20 par communes) seront formés et équipés en Premiers Soins et Secours à Base Communautaire. La Croix-Rouge, avec ses volontaires formés, accompagnera la communauté dans l'entretien des équipements de réponse. Ils assureront de façon périodique le recyclage des acteurs communautaires sur les différentes techniques enseignées telle que la préparation et la réponse, la collecte et remontée des informations.

R1A4 : La mise en place, formation et équipement de brigades communales d'urgence/contrôle

Ces brigades multidisciplinaires tiendront compte des types d'aléas probables ; ce qui déterminera par ailleurs la composition des brigades (tous les secteurs de vulnérabilité seront pris en compte (agriculture, élevage, environnement, santé ...). Les formations seront basées sur la détection des signes avant-coureurs aux catastrophes (indicateurs déclenchant : ex : abattage abusif d'arbres, ensablement, feux de brousses, larves de criquets (le seuil d'alerte économiquement justifiable est de 7 individus au m2), pluies torrentielles, maladies dans le cheptel...). Ces brigades devront être capables d'identifier les quatre niveaux d'alertes (pour chaque secteur) : niveau normal, niveau d'alerte, niveau d'alarme et niveau d'urgence.

Il est prévu au-delà des seuils standards de définir avec les bénéficiaires eux-mêmes les critères locaux justifiant les niveaux d'alerte pour lesquels ils pensent que la réponse devra être immédiatement déclenchée. Ces brigades seront équipées pour agir de manière autonome en cas d'alerte, mais aussi pour faire face aux divers cas de risque contrôlable à savoir désensablement des caniveaux, défrichage autour des aires à protéger contre les feux de brousse, traitements localisés des larves de criquet avec les pulvérisateurs, mise en quarantaine du cheptel ou transhumance dans le terroir.

Les brigades seront également équipées avec téléphonie mobile et formées pour pouvoir remonter instantanément les informations observées/collectées sur le terrain. Un circuit de communication sera par ailleurs établi avec les communautés pour que chaque information pertinente puisse alimenter le système d'alerte. Pour rappel, les communautés ont déjà un système de remontée des informations à travers les chefs de village et les leaders villageois. Le projet viendra donc renforcer ce système traditionnel afin d'accélérer le processus, ceci en dotant les brigades d'équipements de communication tels que tablettes et téléphones mobiles.

Il est prévu la construction de postes de secours pour les brigades dans chacune des 6 communes. Il s'agit d'un local simple qui sera construit en matériaux locaux. L'objectif est de doter les Brigades d'un local qui leur permettrait d'y stocker leur équipement, ce local servira aussi de lieu de rencontre pour les briefings et débriefings avant et après les activités. Il pourra servir également de lieu pour des formations ou recyclage. Ce local sera sous la responsabilité de la Croix-Rouge qui devra en assurer la pérennisation et le fonctionnement bien au-delà du projet à l'image des locaux dont la Croix-Rouge dispose déjà comme le bureau régional de Zinder et le bureau départemental de Gouré.

R1A5 : Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce:

Dans le dispositif national de gestion des catastrophes et des crises alimentaires au Niger, les SCAP-RU représentent la structure la plus proche des communautés. Cependant bien que définies au niveau des textes, ces structures ne sont pas fonctionnelles voire inexistantes.

Le fonctionnement des SCAP-RU existants est souvent problématique. Lors de l'élaboration du projet, nous avons discuté avec le secrétariat permanent du DNP-GCA qui nous a fait part des expériences antérieures et difficultés rencontrées. Nous avons tenté une première analyse des causes identifiées du mauvais fonctionnement des structures créées et avons discuté des solutions proposées qui seront mise en œuvre dans le cadre de ce projet. Il est également prévu des visites des anciens projets pour mieux comprendre les causes profondes et tirer les leçons des échecs et autres difficultés de fonctionnement des SCAP-RU.

Le projet entend créer et redynamiser ces structures en renforçant la présence et le rôle de la CRN au niveau communautaire. Les SCAP-RU sont un dispositif communautaire, mais il n'y a pas un SCAP-RU par communauté ; ils regroupent plusieurs villages en grappe (le projet en prévoit 15 SCAP RU reparti sur environ 60 villages). Supervisées par les OSV, ces structures

seront responsables ~~au niveau de chaque commune~~ de la veille en collaboration avec les brigades de surveillance/contrôle. Elles auront également en charge de relayer les alertes au niveau départemental **via les OSV**, et assureront la coordination de la distribution des stocks de produits alimentaires et non alimentaires dans les villages en cas de crise. Elles seront aussi responsables du suivi et de la mise en œuvre des plans de contingence communaux.

Les Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) représentent le dispositif au niveau communal. Ils assurent le suivi et l'encadrement des SCAP-RU (système communautaire) et procèdent à la validation des données produites par les SCAP-RU. Les OSV sont suivis par les comités sous-régionaux du dispositif national.

4.3.2.1.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour⁶ des indicateurs

A la fin du projet, 1 système de surveillance d'alerte précoce coordonné est fonctionnel :

Atteint ; réalisé totalement.

Un système de surveillance et d'alerte précoce coordonné est fonctionnel au niveau du département de Gouré.

A la fin du projet, 6 SCAP-RU communaux sont fonctionnels et disposent chacun d'un plan d'action :

En cours ; réalisé partiellement.

Le projet a appuyé la création et la redynamisation des 6 OSV au niveau de chacune des communes et des 43 SCAP-RU ; les SCAP-RU ne disposent pas encore d'un plan d'action.

A la fin du projet, 6 brigades de contrôle sont créées, formées et équipées :

En cours ; réalisé partiellement.

Le projet a construit cinq brigades (bureau + magasin/entrepôt) dans les communes de Kélé, Bouné, Guidiguir, Alakos et Gamou. Ces brigades sont opérationnelles : les bureaux servent d'espace de travail et de réunion pour les responsables locaux des comités et les volontaires ; et du matériel du comité est déjà disposé dans les magasins de certaines communes. La sixième brigade sera construite d'ici la fin du projet.

Au terme du projet, un plan de contingence régional sera élaboré et distribué à tous les acteurs :

En cours ; pas encore réalisé.

Le processus d'élaboration, validation et partage d'un plan de contingence est enclenché avec le Secrétaire Permanent Régional (SPR) du dispositif national de prévention des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) qui est l'autorité administrative et technique en charge de ces questions au niveau de la région de Zinder. La Croix-Rouge régionale est associée aux discussions, préparations et suivis.

- Mise à jour⁴ des bénéficiaires (statut + nombre)

Rien à signaler : toute la population du département de Gouré bénéficiera directement ou indirectement de ce résultat, soit 327.818 habitants.

⁶ La mise à jour et les explications doivent porter tant sur les progrès que sur les changements faits par rapport à la proposition.

- Mise à jour⁴ des activités

R1A1 – Mise en place/Redynamisation des systèmes d’alerte précoce régional (Zinder), départemental (Gouré) et communaux (dans les six communes)

Cartographie des risques et sélection des villages (choix - présélection et validation des villages cibles) : Il y a eu une première présélection de 60 villages cibles par les communes et les services techniques sur la base du degré de vulnérabilité et de la récurrence des catastrophes (feux de brousse, inondations, attaque des ennemis de culture, les épidémies, les épizooties, etc...). Cette présélection des villages cibles a été validée au niveau de chaque commune par la plateforme départementale RRC, le comité départemental CRN, l’Unité de Gestion du projet RRC et les autorités communautaires et coutumières.



Atelier communal de validation de la liste des villages cibles à Gamou

Enquêtes EVC et CAP : Une enquête CAP a été conduite dans les 43 SCAPRU en mars 2019 ; son objectif était de disposer d’informations fiables afin d’orienter les activités de communication et de sensibilisation du projet. Des enquêtes EVC seront réalisées en décembre au niveau des communes et les résultats obtenus seront couplés aux données de l’enquête CAP déjà réalisée pour déterminer le contenu des messages et activités de sensibilisation.

Numérisation/ODK : Les enquêtes CAP initiales ont été réalisées via la plateforme ODK. Les smartphones mis à disposition par le projet ont permis les collectes d’information. Il en sera de même pour les mini-EVC en décembre pour la collecte des informations primaires notamment lors des enquêtes auprès des ménages.

Système d’Alerte Précoce :

- Un système de surveillance et d’alerte précoce coordonné est fonctionnel au niveau du département de Gouré. Les SCAP-RU (système communautaire d’alerte précoce et de réponse aux urgences) implantés dans les villages d’intervention collectent et transmettent régulièrement (chaque mois) des données sur les indicateurs locaux d’alerte harmonisés au niveau des OSV (observatoire de suivi de la vulnérabilité) gérés et coordonnés au niveau de chacune des 6 communes. Les OSV compilent, analysent et transmettent ces informations au niveau de la plateforme départementale.
- Les SCAP-RU et les OSV ont été équipés et formés par le projet. Les 6 OSV et les 43 SCAP-RU sont fonctionnels même si certains d’entre eux font encore face à des difficultés d’organisation et d’animation et ont donc encore besoin du soutien du projet.

R1A2 – Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux

Niveau régional : Le plan de contingence régional existe mais n'a pas encore été remis à jour. Les discussions sont en cours avec le Secrétaire Permanent Régional (SPR⁷) et le comité régional Croix-Rouge de Zinder.

Niveau départemental : En ce qui concerne le plan de contingence départementale en appui à la plateforme RRC du département de Gouré, son élaboration et sa validation sont en cours et seront finalisés avant fin décembre.

Niveau communal : Au niveau communal, le projet a opéré un changement d'approche en cours de mise en œuvre. En effet, le plan de contingence départemental (en cours de finalisation) intègre déjà les données de chaque commune ; il serait donc redondant de développer un plan de contingence au niveau de chaque commune. Toutefois, comme déjà mentionné, des EVC seront bientôt conduites au niveau de chaque commune, ce qui permettra de développer des plans d'action communaux pour chacun des OSV.



Formation des acteurs et élaboration du plan de contingence multi risques de Gouré

R1A3 – Renforcement des capacités des acteurs clés des systèmes d'alerte précoce

Formations des acteurs :

- Tous les acteurs des systèmes d'alerte précoce au niveau villages, communes, département (Gouré) et région (Zinder) ont été formés et accompagnés par le projet.
- La Croix-Rouge Nigérienne s'est positionnée, à travers la mise en œuvre de ce projet, comme un acteur clé du système d'alerte précoce ; nombre de volontaires Croix-Rouge ont été formés à tous les niveaux (village, commune, département, région) afin d'être intégrés aux différents niveaux des systèmes d'alerte précoce.
- Les formations ont porté sur tous les outils nécessaires au bon fonctionnement des SCAP-RU et des OSV, la méthodologie d'élaboration d'un plan de contingence, la gestion des risques de catastrophes.

⁷ Point focal régional de l'Etat en matière de politiques et actions de réponses aux crises et catastrophes

Réunions de coordination : Le chef de projet et le délégué DRR ont participé à nombre de réunions avec les différents acteurs clés de ce projet ; ils ont notamment participé activement aux réunions du cluster Gestion des Catastrophes organisées par OCHA à Zinder.

Formation des volontaires CR : Le projet a identifié 2 volontaires par village d'intervention. Ces volontaires ont été formés afin d'être capables d'appuyer les SCAP-RU dans leurs différentes activités (collecte et transmission de l'information, suivi des IGR...)

R1A4 : La mise en place, formation et équipement de brigades communales d'urgence/contrôle

Les brigades sont les dispositifs opérationnels des comités communaux pour la réponse aux urgences.

Des comités communaux Croix-Rouge ont été mis en place dans chacune des 6 communes d'intervention. Un poste de secours (afin d'héberger la brigade communale d'urgence), un bureau et un magasin (destinés au comité communal CR) ont été construits dans chacune des communes suivantes: Guidiguir, Bouné, Alakos, Gamou, Kellé. La construction a été faite en partie en auto construction (par les volontaires des comités communaux) afin d'en assurer l'appropriation. La sixième brigade, celle de Gouré, n'a pas encore été réalisée du fait de l'existence du siège du Comité Départemental de la Croix-Rouge dans la même commune. Toutefois, il est prévu de la construire conformément aux besoins exprimés par le comité départemental de la Croix-Rouge et aux objectifs de renforcement de capacités de la Croix - Rouge départementale par le projet.



Siège Communal en construction (Bureau + Brigade + Magasin) de la commune de Guidiguir (Octobre 19)

Les Mairies de chacune des communes d'activité sont d'excellents partenaires, elles apprécient énormément les actions du projet. Chaque mairie a offert une parcelle de terrain d'au moins 600m² à la Croix-Rouge pour y bâtir les magasins/bureaux des comités communaux Croix-Rouge. Egalement, les mairies ont octroyés gratuitement à la Croix-Rouge la possibilité de stocker une partie du matériel de pré positionnement dans leurs entrepôts.

R1A5 : Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce

43 SCAP-RU ont été créés au niveau des villages ; les OSV de chaque commune ont été redynamisés et leurs membres renouvelés.

120 volontaires Croix-Rouge (2 par village) ont été identifiés et formés afin d'intégrer et d'appuyer les SCAP-RU.

Pour chaque SCAP-RU – et dans un souci de pérennisation du fonctionnement – une initiative génératrice de revenus (IGR) a été identifiée. Afin de mettre en œuvre ces IGR – et pour chaque SCAP-RU, un document décrivant le mode de gestion de l'IGR a été élaboré, un comité de gestion a été mis en place et formé, de l'équipement a été acheté et mis à disposition de chaque SCAP-RU afin qu'il puisse réaliser son IGR.

Ces AGR sont appuyées financièrement par le projet durant les 3 premiers mois ; puis les 3 mois suivants, l'appui financier sera retiré, mais l'accompagnement technique et le suivi seront toujours prodigués, afin d'observer comment ces IGR fonctionnent sans appui financier, et si elles sont capables de remplir leur rôle.

Un premier atelier de réflexion a regroupé l'ensemble des acteurs belges présents au Niger (membres du CSC) en juillet 2019 afin d'échanger sur les expériences de chacun concernant la pérennité des SAP après le retrait des projets d'appui. Il a été prévu de renouveler l'expérience régulièrement (idéalement, 2 fois par an).

Les SCAP-RU ont été équipés en kits de fonctionnement. Ils ont également été formés à la gestion de stocks (voir R2).



Mise en place d'un SCAP-RU au niveau village

4.3.2.1.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus

A la fin du projet, 1 système de surveillance d'alerte précoce coordonné est fonctionnel :

Atteint ; réalisé totalement.

Un système de surveillance et d'alerte précoce coordonné est fonctionnel au niveau du département de Gouré.

A la fin du projet, 6 SCAP-RU-OSV communaux sont fonctionnels et disposent chacun d'un plan d'action :

Atteint ; réalisé totalement.

Le projet a appuyé la création et la redynamisation des 6 OSV au niveau de chacune des communes. Les OSV mènent des actions inscrites dans le cadre de leur fonctionnement normal. Les six (6) OSV reçoivent les rapports et informations de 43 SCAP-RU mis en place dans l'ensemble des communes d'intervention cibles.

A la fin du projet, 6 brigades de contrôle sont créées, formées et équipées :

Atteint ; réalisé totalement.

Le projet a construit six brigades (bureau + magasin/entrepôt) dans les communes de Kéllé, Bouné, Guidiguir, Alakos et Gamou et un magasin/entrepôt uniquement dans la commune de Gouré qui disposait déjà de bureaux. Ces brigades sont opérationnelles : les bureaux servent d'espace de travail et de réunion pour les responsables locaux des comités et les volontaires; et du matériel d'hygiène et assainissement du comité est déjà disposé dans les magasins de certaines communes.

Au terme du projet, un plan de contingence régional est élaboré et distribué à tous les acteurs :

Atteint ; réalisé partiellement

Le plan de contingence multirisque du département de Gouré a été élaboré, révisé et validé par les autorités et les services techniques avec le support du projet. Quant au plan de contingence régional de Zinder, des dispositions d'agenda et des soucis de disponibilité du SPR/DNPGCCA n'ont pas encore permis sa validation. Toutefois ces autorités soutiennent avoir d'autres partenaires ou d'autres possibilités de financement pour mettre à jour et valider le plan de contingence régional. A tous les niveaux, la Croix-Rouge régionale et départementale sont toujours associées aux activités et suivis.

- Bénéficiaires (statut + nombre)

Pas de changement : toute la population du département de Gouré bénéficie directement ou indirectement de ce résultat, soit 327.818 habitants.

- Activités réalisées

R1A1 – Mise en place/Redynamisation des systèmes d'alerte précoce régional (Zinder), départemental (Gouré) et communaux (dans les six communes)

Cartographie des risques et sélection des villages (choix - présélection et validation des villages cibles) :

Une cartographie des risques a été réalisée afin de rendre disponible, auprès des autorités administratives, des cartes d'affichage grand format récapitulant les données physiques des communes, ainsi que les risques existants et les réalisations du projet de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) Gouré. Cette cartographie aidera les autorités dans leurs processus de prise de décision en matière de gestion des risques. La cartographie a été digitalisée et reste disponible.

Enquêtes d'Evaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC) et CAP :

Une mini EVC a aussi été réalisée dans l'ensemble des zones couvertes par les SCAP-RU mis en place. Cette évaluation visait à approfondir et à spécifier les risques auxquels les populations sont confrontées et de mesurer leurs capacités à y répondre. Ceci, afin de proposer des actions concrètes à mener, en collaboration avec les autorités administratives et les services techniques. Malheureusement, la rencontre de restitution et de planification des actions n'a pas pu se tenir à cause de l'interdiction des rassemblements par les autorités en réponse à la pandémie de Covid19. Une visite de l'équipe du projet au niveau des autorités centrales (Services techniques, Mairies et Préfecture) et des communications à l'endroit de tous les comités communaux Croix-Rouge a permis de faire état des difficultés et de sensibiliser les différentes parties prenantes au

suivi et à la pérennisation des actions et des réalisations. Cependant, cette activité a été planifiée dans le cadre du projet menée par la CRN en partenariat avec la CR Américaine.

Numérisation/ODK : (RAS voire RI)

Système d'Alerte Précoce : Les 43 SCAP-RU mis en place sont toujours fonctionnels et jouent leur rôle de mécanisme communautaire de collecte et de transmissions des informations au niveau des six (6) OSV qui, à leur tour, s'assurent d'informer la plateforme départementale de gestion des crises et des catastrophes.

R1A2 – Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux

Niveau régional : Le plan de contingence régional existe mais n'a pas encore été remis à jour. Les discussions ont été amorcées et continues avec le Secrétaire Permanent Régional (SPR) et le comité régional Croix-Rouge de Zinder. Des soucis d'agenda et de disponibilité du SPR n'ont pas permis la réalisation de cette activité dans les délais impartis au projet. Toutefois, le SPR assure avoir d'autres partenaires ou d'autres financements qui pourraient accompagner la réalisation de cette activité. Comme évoqué plus haut, la CRN de Zinder sera partie prenante dans ce processus afin de jouer son rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics et de contribuer à la mise en œuvre/réalisation de ce plan de contingence.

Niveau départemental : Au niveau départemental, le plan de contingence multirisque de Gouré a été élaboré et validé sous la conduite du Préfet, des services techniques, des maires et des partenaires techniques et financiers.

Niveau communal : Au niveau communal, les OSV disposent des plans d'action et de suivi en lien direct avec leur rôle et leur mandat. Le projet, sur la base des résultats des mini-EVC devait aider à la mise à jour des plans d'actions à la fois pour les OSV, que pour les Comités CR. Cette activité n'a pas pu se faire à cause de l'interdiction des rassemblements. Les comités CR et les OSV continueront à agir conformément à leurs plans d'action classiques. Les comités communaux CR, ainsi que les OSV et les autorités locales continueront à faire le suivi des actions tout en capitalisant les acquis et réalisations du projet. Lors des mises à jour des différents plans locaux de développement, ces parties prenantes et surtout les comités CR prendront en compte les différentes réalisations du projet et intégreront la réduction des risques dans ces plans.

R1A3 – Renforcement des capacités des acteurs clés des systèmes d'alerte précoce

Formations des acteurs :

- Tous les acteurs des systèmes d'alerte précoce au niveau villages, communes, département (Gouré) et région (Zinder) ont été formés et accompagnés par le projet (Voire RI).
- 62 membres des SCAP-RU et 29 membres des OSV au niveau des communes ont reçu une formation en premiers secours.
- 103 acteurs communautaires clés (autorités administratives, services techniques, notables, représentants d'associations et de groupements, représentants des SCAP-RU) et membres des comités communaux de la CR ont été formés et sensibilisés sur la gestion des risques de catastrophes. Cette formation a été conduite par les Directeurs Départementaux de l'Environnement et de l'Agriculture de Gouré. Ces formations ont eu lieu dans chaque commune.
- 16 acteurs, dont les membres des comités CR communaux, les OSV, les représentants des radios locales et les représentants des services techniques ont suivi une formation en gestion des risques, notamment sur la protection de l'environnement, la réponse face aux attaques acridiennes et les feux de brousse. Cette formation a renforcé les capacités des

acteurs dans la dissémination des informations et la sensibilisation au niveau communautaire.

- 14 Volontaires ont reçu une formation des formateurs en premiers secours afin d'appuyer la CRN dans sa politique de recrutement et de fidélisation des volontaires et de renforcement des capacités des comités CR en termes de formation.
- 24 acteurs (dont 4 représentants par commune : 02 OSV et 02 Volontaires CR) ont reçu une formation en techniques d'Évaluation des Vulnérabilités et des Capacités (EVC) et sont capables d'utiliser les outils et approches pour faire des évaluations dans les communautés. Les 12 Volontaires de la CR sont capables de faire les analyses.

Réunions de coordination : Le chef de projet et le délégué DRR ont participé à nombre de réunions mensuelles avec les différents partenaires du Mouvement intervenant à Zinder.



Formation des acteurs clés de la commune de Bouné et de Gouré

R1A4 : La mise en place, formation et équipement de brigades communales d'urgence/contrôle

Les brigades sont les dispositifs opérationnels des comités communaux pour la réponse aux urgences. Les brigades (bureau + Magasin/entrepôt) ont été construites dans les cinq communes d'intervention que sont Guidiguir, Bouné, Alakos, Gamou, Kellé. La commune de Gouré qui disposait déjà d'un siège a bénéficié d'un entrepôt.



Brigade (Siege + Magasin) du Comité Communal de la Croix – Rouge de Bouné

Le projet a appuyé les comités communaux sur les aspects suivants :

- Formation en Premiers Secours à l'endroit de 83 Volontaires et membres des 6 Communes
- Remise d'une moto et ses accessoires complets pour faciliter la mobilité des Volontaires, notamment lors des suivis des SCAP-RU pour chaque commune.
- Remise d'un kit de secours ou boîte de pharmacie composé de matériel de premiers soins, de désinfectants etc...
- Remise d'un kit de matériel d'hygiène et d'assainissement composé de brouettes, de râtaux, de pelles, de balais, coupe-coupe ou machettes et de produits désinfectants.
- Remise d'un kit de matériel de fonctionnement et de gestion administrative composé de registres, de matériel didactique, de nattes, de chaises, de bancs et tables pour chaque commune.
- Au niveau départemental, remise de deux motos pompes pour appuyer les comités communaux, au besoin et à la demande, pour évacuer les pluies stagnantes.
- Le comité départemental a également bénéficié d'un appui du projet afin de réaliser une IGR. L'appui du projet consiste à la mise à disposition de fonds pour l'achat de grillage et piquets pour clôturer la zone destinée à l'IGR (micro-jardinage). Le comité régional de Zinder a été informé de l'action ainsi que du suivi nécessaire à la réalisation de cette IGR.

En plus, les comités communaux ont participé à toutes les formations organisées dans le cadre du projet. Chaque comité communal a été représenté dans les activités de formations suivantes et onze (11) Volontaires et membres de chaque commune ont bénéficié de formations diverses :

Types de formation	Nbre de représentants par comité communal
Gestion de stock et technique de distribution	02
Evaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC)	03
Formateurs des brigadiers phytosanitaires	02
Gestion des catastrophes dans les domaines de l'Agriculture et de l'Environnement	02
Formation des acteurs clés sur la gestion des risques de catastrophes	02

Les comités communaux sont bien équipés, bien formés et disposent de volontaires et de membres dynamiques pour aider les autorités et les populations en matière de gestion de risque de catastrophes. Ils sont déjà sollicités par les Mairies et les services techniques pour des activités de sensibilisation, entre autres.

R1A5 : Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce

Le projet a permis le renouvellement et la redynamisation des 6 OSV au niveau des communes (Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité) et la création/mise en place de 43 SCAP-RU (Voir détail dans tableau ci-dessus).

Communes	ALAKOSS	BOUNE	GAMOU	GUIDIGUIR	GOURE	KELLE
Nbre OSV (Commune)	01	01	01	01	01	01
Nbre SCAP-RU (Village)	07	09	05	04	07	11

- Quinze (15) membres de chaque OSV ont bénéficié des formations sur le rapportage et la gestion des SCAP-RU.
- 26 Membres des OSV ont bénéficié également d'une formation en premiers secours.

- 120 volontaires Croix-Rouge (2 par village) ont été identifiés et formés en connaissance du mouvement Croix-Rouge, le rapportage et la gestion des SCAP-RU afin d'intégrer et d'appuyer ces derniers.
- 85 Membres ou volontaires des SCAP-RU ont bénéficié d'une formation en premiers secours



Formation en Premiers Secours dans les communes de Gouné et de Gufégué

Egalement, tout comme les comités communaux CR, les membres des OSV de chaque commune ont participé à toutes les formations organisées dans le cadre du projet. Chaque OSV a été représenté dans les activités de formations suivantes et au total dix (10) membres de chaque OSV communal ont bénéficié de formations diverses :

Types de formation	Nbre de représentants par OSV
Gestion de stock et technique de distribution	01
Evaluation de la vulnérabilité et des capacités (EVC)	01
Formateurs des brigadiers phytosanitaires	01
Gestion des catastrophes dans les domaines de l'Agriculture et de l'Environnement	02
Formation des acteurs clés sur la gestion des risques de catastrophe	05

Chacun des 43 SCAP-RU a bénéficié d'une IGR pour faciliter son fonctionnement. Une mission de suivi réalisée par l'UGP auprès de tous les SCAP-RU au mois de mars a montré que tous les 43 SCAP-RU sont fonctionnels car ils se réunissent mensuellement pour renseigner les fiches d'alerte et les acheminent auprès des OSV.

41 sur 43 SCAP-RU ont commencé leurs IGR qui marchent bien avec pour la plupart de petits bénéficiaires issus de leur commerce. 4 sur les 43 ont changé l'IGR pour l'adapter à leurs réalités socio-économiques. 2 SCAP-RU n'ont pas encore commencé leur IGR : pour le premier cela est dû à des mésententes entre des membres du SCAP-RU et pour l'autre c'est des problèmes de responsabilité et d'engagement qui bloquent l'activité. Des discussions avec les Présidents des comités communaux et des OSV ont été initiées afin de résoudre les difficultés.

Tous les SCAP-RU ont été équipés en kits de fonctionnement. Ils ont également été formés à la gestion de stocks et en gestion administrative. (Voir R2).

- **Moyens et coûts associés finalement engagés**

280.701 € ont été dépensés sur les 252.565 € initialement prévus, soit un taux de décaissement de 111,14 %

4.3.2.2 Résultat 2: Les moyens logistiques et organisationnels de la CRN positionnés pour une réponse appropriée en cas de crise, sont disponibles au niveau départemental (cible prioritaire 6 communes) (Préparation à la réponse au niveau département/6 communes – logistique)

Le pré-positionnement de stock alimentaires et non alimentaires et la mise en place d'un mécanisme de distribution rapide permettra d'atténuer les conséquences sanitaires et nutritionnelles vis-à-vis des populations vulnérables, en cas de catastrophe. Il est en effet indispensable, lorsque les systèmes d'alerte précoce sont déployés (R1), de pouvoir répondre efficacement aux catastrophes lorsqu'elles sont inévitables (R2). A ce titre, des moyens logistiques stratégiques seront donc positionnés et le personnel nécessaire sera formé et responsabilisé pour en assurer une bonne gestion. D'autre part un test cash transfert 'grandeur nature' sera réalisé avec les déplacés internes (pourchassés/retournés suite aux exactions de la secte Boko Haram, retournés du site aurifère du Djado et refoulés d'Algérie et de Lybie). Cette activité est en lien direct le deuxième volet de cette proposition (*cash transfer & Forecast based financing*)

4.3.2.2.1 Au stade de la proposition

- Secteurs:
Mitigation des risques
- Sous-secteurs associés:
Sante, nutrition
- **Bénéficiaires (statut + nombre):**
15000 bénéficiaires directs et indirects. On comptera parmi ceux –ci les personnes victimes directement des catastrophes (éleveurs et agriculteurs), les familles victimes d'inondation et les enfants
- **Indicateurs pour ce résultat:**
Au terme du projet, 03 stocks de produits non alimentaires sont pré-positionnés et distribués en cas de catastrophe par al CRN ;
A la fin du projet, 06 opérateurs de la CRN formés à la gestion de stocks pré-positionnés et préparés en cas de réponse ;
A la fin du projet, les moyens logistiques et de communications disponibles et organisés pour une intervention éventuelle ;
A la fin du premier trimestre du projet, tous les déplacés internes seront identifiés et officialisés et sensibilisés pour le test des activités cash transfert.
- **Activités associées au résultat**

R2A1 : Mise en place et distribution de stock d'urgence non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour leurs distributions:

Le projet mettra à la disposition de la société nationale

- ~~600500~~ kits standards de ménage pour faire face aux situations de catastrophe;
- ~~250200~~ Kits médicaux de lutte contre les maladies à potentiels hydriques (choléra), vectorielles (paludisme) et la prise en charge de la malnutrition (le contenu de ces kits seront identifiés en collaboration avec les services de santé et mis à la disposition en cas de besoin des centres de santé dans les communes);

- Les pesticides adéquats pour lutter contre les ennemis de cultures (identifiés en collaboration avec les services techniques appropriés des communes et mis à la disposition de ces services en cas de crise – lorsque les attaques dépassent les seuils d'alerte);

Ces stocks stratégiques seront pré-positionnés de la manière suivante :

- Pour le niveau régional : à Zinder (dans l'entrepôt du Comité Régional CRN Zinder) : 250 kits de ménages.
- Pour le niveau départemental :
 - A Gouré (ancien entrepôt du PAM) : 250 kits de ménages et 150 kits médicaux couvrant les communes de Gouré, Bouné et Guidiguir
 - A Kellé dans le nouvel entrepôt construit par le projet) : 100 kits de ménage et 100 kits médicaux couvrant les communes de Kellé, Alakos et Gamou.

~~– dans l'entrepôt de la CRN à Zinder (200 kits de ménages) pour le niveau régional, Gouré (ancien entrepôt du PAM) (200 kits de ménages et 100 kits médicaux (pour les communes de Gouré, Bouné et Guidiguir), et à Kellé dans le nouvel entrepôt construit par le projet (100 kits de ménage et 100 kits médicaux (pour les communes de Kellé, Alakos et Gamou).~~

Les pesticides étant plus délicats à gérer seront déposés auprès des services techniques de l'agriculture point focal du dispositif de gestion des catastrophes.

Ces stocks stratégiques sont donc des stocks non alimentaires, complémentaires aux stocks gérés par le gouvernement. Le renouvellement de ces stocks après déploiement est de la responsabilité de la CRN, appuyée par le Mouvement CR. Si l'expérience pilote est positive et qu'on juge pertinent de renouveler le stock CR, la CRN pourra alors faire appel à ses partenaires du Mouvement CR, que ce soient les Croix-Rouge sœurs, la FICR ou le CICR, avec qui des discussions à ce sujet sont déjà en cours.

La CRN sera donc responsable de la gestion des stocks ainsi que de leur distribution. Le cas échéant, les moyens logistiques et ressources humaines seront déployés et formés en conséquence afin d'assurer une réponse rapide et efficace des stocks. Des accords spécifiques seront préalablement établis avec les services techniques et de santé afin de mettre à dispositions les moyens de transports et de communication adéquats. Il est important de noter qu'un système d'acheminement des aides est déjà en place mais pas toujours efficace. La CRN en concertation avec les acteurs négociera dès le début du projet pour un transfert rapide des appuis aux victimes (au niveau des communautés la CRN analysera également la possibilité de donner des **charrettes asines** aux villageois pour venir récupérer les aides destinées à leur communautés via les associations de volontaires et le SCAP-RU communal).

Le système qui sera mis en place dans le cadre de ce projet n'est en aucun cas en dehors du dispositif gouvernemental. La Croix-Rouge, en tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics, fait partie intégrante du dispositif. Le projet n'entend donc pas mettre sur pied un système parallèle ; le stock mis à disposition est un appui ponctuel pilote de la Croix-Rouge, complémentaire au dispositif national.

L'intégration et la pérennité des actions seront également assurées par la spécificité des volontaires communautaires de la Croix-Rouge, issus des communautés dans lesquelles ils travaillent et qui y resteront après la fin du projet. Ces volontaires organisent les communautés et coordonnent les actions, tout en s'appuyant sur le système en place.

R2A2 : Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés:

Afin d'assurer une gestion transparente et efficace des stocks et autres produits mis à la disposition de la CRN, 6 gestionnaires seront recrutés par la CRN et formés sur les gestions des stocks (au niveau des 3 entrepôts). Ces personnes seront responsables du contrôle et de la maintenance des stocks (tenue des fiches de stock, contrôle des entrées et sorties des produits, rapports périodiques) et superviseront avec les autres acteurs la distribution des produits aux bénéficiaires.

R2A3 : Cash transfert pour la stabilité, la réinsertion et la sédentarisation des retournés du Djado, de Libye ou d'Algérie originaires de Gouré et Kellé et des déplacés de Diffa

Au mois de Mars 2017, 757 personnes (retournés) avaient déjà été recensées dans la commune de Kellé et environ 2.000 dans celle de Guidiquir. Le projet appuiera le recensement de ces groupes de personnes afin de contribuer à leur réinsertion et leur sédentarisation. La liste définitive des personnes recensées sera alors transmise à l'équipe en charge du projet, objet du deuxième volet de cette proposition, qui organisera à titre pilote les activités cash transfert. Les bénéficiaires pour la plupart jeunes et valides pourront constituer une main d'œuvre importante pour les actions de préparation aux catastrophes en même temps qu'ils seront des supports pour leurs familles respectives.

4.3.2.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour⁴ des indicateurs

Au terme du projet, 3 stocks de produits non alimentaires sont pré-positionnés et distribués en cas de catastrophe par la CRN :

En cours.

Au moment du rapportage, les achats ont été lancés pour constituer les stocks.

A la fin du projet, 6 opérateurs de la CRN formés à la gestion de stocks pré-positionnés et préparés en cas de réponse :

Non réalisé.

Activité planifiée pour le mois de novembre 2019.

A la fin du projet, les moyens logistiques et de communication sont disponibles et organisés pour une intervention éventuelle :

Réalisé partiellement.

Les SCAP-RU et les OSV ont déjà reçu des outils de communication (téléphone portable, mégaphone, fiche de suivi) pouvant leur permettre de transmettre des informations lors d'une éventuelle intervention. Pour ce qui est des moyens logistiques, à savoir les charrettes asines pour le soutien au transport, ce sera réalisé avant la fin de l'année.

A la fin du premier trimestre du projet, tous les déplacés internes seront identifiés et officialisés et sensibilisés pour le test des activités cash transfert :

Indicateur supprimé.

Activité annulée (voir explication au niveau des activités).

- Mise à jour⁴ des bénéficiaires (statut + nombre)

Rien à signaler : 15.000 bénéficiaires directs et indirects.

- Mise à jour⁴ des activités

R2A1 : Mise en place et distribution de stocks d'urgence non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour leurs distributions

Il y a eu une évolution sur la nature des stocks non alimentaires qui seront pré-positionnés par rapport à ce qui était planifié initialement.

Les kits standards de ménage et les pesticides seront maintenus. Les kits médicaux quant à eux ne seront pas pré-positionnés dans le cadre de ce projet étant donné 1/ le dispositif médical et sanitaire en place qui prend en charge cet aspect et 2/ les exigences quant à la manipulation, au stockage, au transport et à la distribution de ces kits médicaux qui rendent la gestion de ce stock trop complexe pour la communauté.

Stratégie de gestion et de renouvellement des stocks : Un document méthodologique a été proposé et est en cours de révision et de validation avec les services techniques de l'agriculture et de l'environnement (validation attendue au plus tard le 14 février 2020). Entre autres, la stratégie proposée dans ce document méthodologique propose que :

- La gestion et le renouvellement des produits pré positionnés soient sous la responsabilité d'un comité de gestion au niveau communal composé des OSV (représentants les services techniques de l'Etat et les collectivités locales) et des comités communaux de la Croix-Rouge ;
- Les produits tels que les céréales, les aliments bétail et les NFI soient pré positionnés dans les entrepôts des comités communaux Croix-Rouge construits à cet effet ;
- Les pesticides soient dans les entrepôts de l'Etat, sous la charge des agents du service de l'agriculture, vu la délicatesse de leur manipulation et pour ne pas les associer aux produits alimentaires dans les entrepôts des comités Croix-Rouge ;
- Le comité de gestion, pour l'ensemble des stocks et selon les rôles et responsabilités de chaque acteur, évalue la nécessité d'utiliser les stocks et s'assure de la traçabilité de leur mouvement.
- De façon globale, les comités Croix-Rouge soient responsables de la surveillance et du suivi de ces stocks, et les OSV soient responsables de s'assurer que toute utilisation respecte les besoins des communautés et les critères définis dans le document de gestion des stocks.



Mise en place d'un lot de stock alimentaire communal et d'un lot de kit IGR pour les SCAPRU à Bouné

R2A2 : Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés

Il était initialement prévu de former 6 opérateurs ; le projet renforcera finalement les capacités de 14 opérateurs (2 par Commune et 2 au niveau de la CR régionale) en gestion des stocks et techniques de distribution ; ceci afin de garantir une bonne couverture de la gestion verticale des stocks (de la région à la commune) mais aussi d'assurer la pérennité de l'action avec, pour chaque commune, un membre de la CR et un membre de la communauté (OSV) opérationnels.

R2A3 : Cash transfert pour la stabilité, la réinsertion et la sédentarisation des retournés du Djado, de Libye ou d'Algérie originaires de Gouré et Kellé et des déplacés de Diffa

Cette activité a été annulée. Elle n'a pas été remplacée par une autre.

Les urgences et besoins recensés il y a 2 ans ne sont plus à jour. Dans leur grande majorité, les populations cibles retournées ont été intégrées dans leurs familles et d'autres sont même reparties. De plus, d'autres acteurs spécialisés dans les questions de migration ont des programmes en place qui répondent déjà aux besoins existants. Pour exemple, la CR Danoise met en œuvre un programme de prise en charge sanitaire et psychosociale et un accompagnement des migrants retournés dans la région de Zinder avec un dispositif à Tanout, Matameye et Zinder.

4.3.2.2.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus

Au terme du projet, 3 stocks de produits non alimentaires sont pré-positionnés et distribués en cas de catastrophe par la CRN :

Atteint

Les kits standards non alimentaires pour ménages ont été pré-positionnés dans toutes les communes d'intervention cibles du projet. Les pesticides et le matériel de pulvérisation ont également été distribués à toutes les communes. Quant aux kits médicaux, ils n'ont pas été pré-positionnés pour les raisons évoquées dans le RI.

A la fin du projet, 6 opérateurs de la CRN formés à la gestion de stocks pré-positionnés et préparés en cas de réponse :

Atteint et dépassé

Le projet a formé 14 opérateurs formés à la gestion des stocks et techniques de distribution.

A la fin du projet, les moyens logistiques et de communication sont disponibles et organisés pour une intervention éventuelle :

Atteint

Les SCAP-RU et les OSV ont reçu des outils de communication (téléphone portable, mégaphone, fiche de suivi) pouvant leur permettre de transmettre des informations lors d'une éventuelle intervention. Les 43 SCAP-RU ont reçu une charrette asine pour le soutien au transport.

A la fin du premier trimestre du projet, tous les déplacés internes seront identifiés et officialisés et sensibilisés pour le test des activités cash transfert :

Atteint

Cette activité, initialement annulée pour les raisons invoquées dans le RI a finalement pu être effectuée mais le groupe cible initial a été modifié suite aux conséquences importantes des inondations survenues dans la zone d'intervention du projet. Ainsi, une distribution de Cash a été réalisé au profit des ménages victimes d'inondations dans la région de Zinder. Cette activité a été adressée à 1000 ménages dans trois communes de Zinder dont 2 de Gouré (Guidiguir et Gouré) et la commune de Koudouma (département de Myriah)⁸.

- Bénéficiaires (statut + nombre)

Pas de changement à ce niveau : 15.000 bénéficiaires directs et indirects.

- Activités réalisées

R2A1 : Mise en place et distribution de stocks d'urgence non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour leurs distributions

Les kits standards non alimentaires pour les ménages ont été pré-positionnés dans les six (6) communes d'intervention. La proposition initiale de les positionner au niveau de la région (Zinder), au niveau de Gouré (pour couvrir Bouné, Guidiguir et Gouré) puis à Kélé pour couvrir (Kélé, Gamou et Alakoss) a été revue pour finalement pré-positionner les NFIs au niveau de chaque commune cible. Ceci afin d'éviter toute lenteur liée aux déplacements et au transport, ou toute lourdeur administrative lors d'une urgence.

⁸ Voir **ANNEXE RF 10** – Rapport de l'assistance aux ménages victimes des inondations dans la Région de Zinder

Chaque commune cible a reçu les quantités de kits standards ménages suivants :

Articles NFIS / Commune	ALAKOSS	BOUNE	GAMOU	GUIDIGUIR	GOURE	KELLE
Couvertures en coton	480	480	480	480	600	480
Nattes en plastique GM	480	480	480	480	600	480
Moustiquaires imprégnés	480	480	480	480	600	480
Morceaux de savon	1600	1600	1600	1600	2000	1600
Bidons jerrycan	320	320	320	320	400	320
Seaux en plastique	320	320	320	320	400	320
Marmites GM	320	320	320	320	400	320
Fourneaux foyers améliorés	320	320	320	320	400	320
Plateaux / Plats PM	160	160	160	160	200	160
Louches	160	160	160	160	200	160
Tasses en plastique	320	320	320	320	400	320
Bols	320	320	320	320	400	320
Bouilloires	320	320	320	320	400	320

De même pour les pesticides ULV, chacune des six communes a reçu 200 litres (10 bouteilles de 20L) ainsi que le dispositif complet de pulvérisation. Un stock tampon de 800 litres a été pré-positionné à Gouré pour répondre aux besoins de toutes les communes en cas de besoin.

Pesticides ULV / Commune	ALAKOSS	BOUNE	GAMOU	GUIDIGUIR	GOURE	KELLE
Litres pesticides	200 L	200 L	200 L	200 L	200 L	200 L
Equipement et dispositif de pulvérisation	5 kits	5 kits	5 kits	5 kits	5 kits	5 kits
Stock tampon (Départemental)						800 L

- **Stratégie de gestion et de renouvellement des stocks** : Un document méthodologique a été rédigé et validé par les services techniques, les autorités administratives, les OSV et les présidents des comités communaux Croix-Rouge. (Voir détail dans le RI et document finalisé en Annexe RF 9)



Kits NFI en dispatching depuis l'entrepôt régional de Zinder vers les communes et kits NFI entreposés à Kélé

- **Charrettes asines** : Les 43 SCAP-RU ont reçu chacune une charrette asine composée d'une charrue et d'un âne. Ceci permet au SCAP-RU de transporter les produits et denrées pour leur IGR depuis les marchés vers les villages. Cela leur sert également de moyen de transport au cas où le village devrait recevoir des stocks pré-positionnés au niveau des chefs-lieux de commune. Dans certaines zones, les populations ont revendu les ânes pour les échanger contre des bœufs, correspondant davantage à leurs réalités culturelles. Cet appui complète la dotation en outils de communication (téléphone portable, mégaphone, fiche de suivi) pouvant leur permettre de transmettre des informations lors d'une éventuelle intervention.



Charrette Asine d'un SCAP-RU

- **Formation des brigadiers phytosanitaires** : Douze (12) personnes dont 1 membre du comité communal de la Croix - Rouge et 1 représentant de l'OSV de chaque commune ont été formés à l'utilisation des pesticides. La formation, facilitée par le Directeur Départemental de la Protection des Végétaux, s'est également concentrée sur la fabrication de pesticides locaux avec les produits locaux de bases disponibles dans l'environnement physique de la communauté ou dans la plupart des marchés. Ces personnes formées sont ainsi prêtes à intervenir auprès de la Direction de l'agriculture en cas de besoin.

R2A2 : Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés

Le projet a renforcé les capacités de 14 opérateurs (2 par Commune et 2 au niveau de la CR régionale) en gestion des stocks et techniques de distribution. Chaque commune a été représentée par un (1) membre du comité communal de la Croix-Rouge et un (1) membre de l'OSV. Ceci permettra non seulement d'assurer une réelle complémentarité dans le suivi et la gestion de ces stocks à tous les niveaux, mais aussi d'assurer la pérennité de l'action conformément au document de gestion de stocks.

R2A3 : Cash transfert pour la stabilité, la réinsertion et la sédentarisation des retournés du Djado, de Libye ou d'Algérie originaires de Gouré et Kélé et des déplacés de Diffa

En réponse aux inondations de 2019 qui ont occasionné de nombreux dégâts matériels (principalement la destruction de l'habitat) mais également provoqué des pertes en vie humaine dans la région de Zinder, la Croix-Rouge nigérienne a mis en œuvre des actions d'atténuation afin de venir en aide aux populations les plus vulnérables des villages de Gouré, Guidiguir et Koudouma. Cette action de la CRN a permis d'assister 1000 ménages issus des localités de Gouré (commune de Gouré), Guidiguir (commune de Guidiguir) et Koudouma (commune de Droum). Ces ménages ont été choisis suite à un ciblage communautaire effectué en collaboration avec les autorités de l'Etat et la Croix-Rouge à travers son Comité Régional de Zinder appuyé par ses Sous-Comités (Goure et Myriah). Le transfert monétaire inconditionnel est la modalité d'intervention qui a été retenue car jugée la plus pertinente compte tenu du contexte et des évaluations effectuées au préalable (évaluation des marchés, évaluation des risques,...).

En appliquant la méthode de calcul du montant de transfert, 50 000 FCFA ont été distribués à chaque ménage via une institution locale de microfinances (IMF). Un contrat ponctuel a été signé entre la CRN et l'IMF YARDA appliquant un taux d'intérêt de 4%. Avant la distribution du cash aux bénéficiaires, plusieurs volontaires et membres du comité régional de Zinder et du sous-comité de Goure et Myriah ont été formés sur les outils, et ce, à chaque étape de la mise en œuvre de l'activité pilote. De plus, les sites de distribution ont été choisis en assemblée générale avec la communauté. Ces sites ont été balisés pour permettre aux bénéficiaires de recevoir leur TM en toute tranquillité et sécurité. A l'issue de la distribution, il a été constaté que de nombreux bénéficiaires de cette action ont acquis les ressources nécessaires pour entreprendre la reconstruction de leur habitat tout en gardant une certaine dignité humaine dans une telle situation. Une évaluation post distribution était programmée en mars 2020 mais compte tenu des circonstances liées à la COVID-19, elle n'a pas pu être effectuée. La CRN s'est cependant engagée à l'effectuer dès que la situation le permettra.

Cette activité a également été profitable pour la CRN d'un point de vue apprentissage car elle a pu tester à nouveau ses outils et sa méthodologie adoptés dans le cadre du volet TM preparedness financé par la DGD. Ainsi, toutes les étapes, de l'évaluation des besoins à la distribution du cash aux bénéficiaires sans oublier la sensibilisation aux bénéficiaires sur des thématiques liées au TM, ont été respectées afin de tester l'efficacité des outils et documents élaborés.

- **Moyens et coûts associés finalement engagés**

344.566 € ont été dépensés sur les 344.650 € initialement prévus, soit un taux de décaissement de 99,98 %

4.3.2.3 Résultat 3: Les populations des 6 communes ciblées informées et formées agissent préventivement face aux risques de crise (Prévention) et sont capables d'adopter les comportements adéquats en cas de crise (Préparation)

Des séances d'information et de sensibilisation seront organisées pour les populations des communes ciblées. Les radios communautaires présentes dans les six communes seront utilisées pour transmettre des messages en différentes langues locales concernant les risques, la prévention et les comportements à adopter en cas de crise. Les leaders villageois et autres points focaux seront aussi invités à diffuser des messages importants.

4.3.2.3.1 Au stade de la proposition

- Secteurs:
Gestion des catastrophes
- **Sous-secteurs associés:**
Prévention et Réduction des risques (atténuation)
- **Bénéficiaires (statut + nombre):**
Toutes les populations des six communes sont ciblées par ce résultat soit 327.818 personnes
- **Indicateurs pour ce résultat:**
Au terme du projet, 01 cartographie des risques de catastrophe naturelle est élaboré et à jour
A la fin du projet, 02 campagnes de vaccination pour les humains et le bétail sont appuyées
A la fin du projet, 06 stocks d'aliment bétails de 50 tonnes sont pré-positionnés au niveau de chaque commune
A la fin du projet, 06 stocks de céréales de 50 tonnes chacun sont pré-positionnés au niveau de chaque commune
A la fin du projet, 80% des populations du département de Gouré connaissent les comportements nécessaires pour agir en cas de catastrophe ;
A la fin du projet, 06 associations de volontaires CRN sont créées et fonctionnent normalement

- **Activités associées au résultat**

R3A1 : Elaboration d'une cartographie de risque par commune (en lien avec R1A1)

Pour chacune des communes et en tenant compte des spécificités décrites dans la première partie de la présente proposition, une cartographie sera élaborée et mise à jour chaque semestre. Les volontaires CRN formés à la méthode EVC constitueront les facilitateurs de ce processus sous la coordination du responsable suivi-évaluation de la CRI.

R3A2 : Sensibilisation et formation des communautés à l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles

Il s'agira de mettre en place et former des comités communautaires d'hygiène/clubs de salubrité ainsi que d'assurer la distribution de kits d'hygiène. Les volontaires CRN et personnels de santé seront formés et mobilisés pour mener les sensibilisations auprès des populations des 6 communes. Les sensibilisations seront organisées de manière systématique au sein des villages et écoles ciblées. Des plages d'émission seront négociées avec les radios communautaires pour renforcer les sensibilisations.

R3A3 : Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification

Des campagnes de sensibilisation à la gestion des ressources naturelles seront réalisées par les volontaires de la CR nigérienne formés sur la thématique et sur les techniques de sensibilisation. Des moyens de supports adaptés d'information, éducation et communication seront mis à disposition de ces volontaires. Les responsables techniques du département de l'environnement seront impliqués dans la définition de la stratégie de sensibilisation et dans la supervision des messages véhiculés par les volontaires de la CRN. Les radios locales seront également utilisées pour soutenir les sensibilisations

R3A4 : Création et formation des associations communautaires de volontaires

Au niveau communautaire, le projet encouragera et appuiera la création et la formation des associations de volontaires Croix-Rouge dans chaque commune ciblée. Ces associations (24) joueront un rôle clé dans la prévention aux risques et la préparation des populations. Elles travailleront étroitement avec les brigades de surveillance/urgence afin de mieux gérer les risques et anticiper les catastrophes. Les associations recevront en outre des formations en organisation de secours et PSSBC. Ces associations de volontaires seront composées de volontaires déjà existants mais surtout de nouveaux volontaires issus des communautés afin de promouvoir l'esprit du volontariat dans la zone d'intervention tel que défini dans les documents du mouvement CR/CR.

Le projet prévoit un recensement des associations de volontaires en début de projet afin de garantir la fiabilité de la baseline et la précision des informations – notamment, au-delà de leur existence, l'activité effective ou non de ces associations.

R3A5 Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiées

Ces actions préventives identifiées par les populations elles-mêmes, visent à atténuer les chocs. Pour chacune de ces actions il s'agira de mettre en place un plan d'actions prévoyant le ciblage des bénéficiaires. Les services techniques appropriés seront systématiquement associés aux activités. Le but ultime est de développer des mécanismes de pérennisation de ces actions afin de garantir un meilleur accès aux services et produits de base. Cela doit contribuer à une amélioration des moyens de subsistance mais aussi à soutenir la préparation à une réponse rapide et ciblée en cas de choc.

La Croix-Rouge travaille déjà dans la zone depuis plusieurs années et a déjà une très bonne connaissance des communautés de la zone ; de ce fait, elle peut citer les exemples suivants d'actions préventives issues de son expérience et de premières concertations avec les communautés locales.

- Campagnes de vaccination (2) : En collaboration avec les services techniques de santé humaine et animale compétents, le projet mettra à disposition du matériel et accompagnera les services de santé et vétérinaires. Les volontaires CRN feront parties des équipes de vaccination ;
- Stock alimentaire pour bétail (son et tourteau): 50 tonnes par commune. Ces stocks seront disposés au niveau des communes et distribués immédiatement après identification des éleveurs les plus vulnérables en début du projet ;
- Foyers améliorés : construction de 1.200 foyers améliorés en matériaux locaux encadrée par le projet, afin de réduire la destruction humaine du couvert végétal ;
- Stocks de céréales : 30 tonnes seront distribuées par commune avant le début de la prochaine période de soudure (via banques céréales). La CRN et ses partenaires dans le cadre des SCAP-RU communaux seront en charge de l'identification des personnes les plus vulnérables et de la distribution gratuite ciblée.

Dans une logique de gestion axée résultats, ces actions ne sont pas gravées dans le marbre et seront adaptées à ce qui aura été identifié par les communautés au cours des concertations.

4.3.2.3.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour⁴ des indicateurs

Au terme du projet, 1 cartographie des risques de catastrophe naturelle est élaboré et à jour :
Non réalisé.

Prévu pour le premier trimestre 2020.

A la fin du projet, 2 campagnes de vaccination pour les humains et le bétail sont appuyées :
Non réalisé.

En cours de discussions avec les maires et le service de l'élevage afin d'étudier la pertinence et les besoins d'ici la phase de clôture du projet.

A la fin du projet, 6 stocks d'aliment bétails de 50 tonnes sont pré-positionnés au niveau de chaque commune :

Réalisé partiellement.

DAO lancé, fournisseur sélectionné et commande lancée. Fourniture et mise à disposition à suivre.

A la fin du projet, 6 stocks de céréales de 50 tonnes chacun sont pré-positionnés au niveau de chaque commune → Mise à jour de l'indicateur : A la fin du projet, 6 stocks de céréales de 50 tonnes chacun sont pré-positionnés au niveau de chaque commune :

Réalisé totalement.

Toutefois, c'est finalement un total de 90 tonnes de céréales (mil et sorgho) qui ont été pré positionnées et réparties entre les différentes communes proportionnellement au nombre de SCAP-RU par commune. L'idée était de commencer par un stock limité afin de s'assurer de sa bonne gestion, avant d'augmenter éventuellement le tonnage. A l'heure actuelle, augmenter le tonnage ne paraît pas pertinent, pas pour des questions de gestion, mais parce que ceci ne correspond pas à un besoin identifié.

A la fin du projet, 80% des populations du département de Gouré connaissent les comportements nécessaires pour agir en cas de catastrophe → Mise à jour de l'indicateur : 80% des populations des 60 villages ciblés du département de Gouré ont été informé des comportements nécessaires pour agir en cas de catastrophe.

Non réalisé.

Prévu pour le premier trimestre 2020.

A la fin du projet, 6 associations de volontaires CRN sont créées et fonctionnent normalement :
Réalisé totalement.

6 comités Croix-Rouge communaux ont été créés et sont fonctionnels.

- **Mise à jour⁴ des bénéficiaires (statut + nombre)**

Rien à signaler : toutes les populations des six communes sont ciblées par ce résultat soit 327.818 personnes.

- **Mise à jour⁴ des activités**

R3A1 : Elaboration d'une cartographie des risques par commune (en lien avec R1A1)

Une mission de reconnaissance terrain a été effectuée en février 2019 par deux professeurs de l'université de Zinder (également membres de la plateforme nationale de réponse aux urgences) ; les conclusions de cette mission et les besoins identifiés pour conduire cette cartographie se sont révélés irréalistes et irréalisables (mise à disposition de deux véhicules, temps de mise en œuvre de 6 mois minimum, motivation/prise en charge pécuniaire insoutenable pour le projet...).

En lieu et place, il a donc été proposé de réaliser des mini-EVC dans les communes, qui produiront à peu près les mêmes résultats avec l'avantage d'être plus réalistes en termes de ressources et qui renforceront également les capacités de la Croix-Rouge en termes d'EVC. Un consultant cartographe sera associé à l'exercice pour la traduction graphique et imagée des données obtenues avant la fin du projet.

R3A2 : Sensibilisation et formation des communautés à l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles

Activités à venir (suite formation des comités et des bénéficiaires) : formations attendues à partir d'octobre (finalisées en novembre) puis 5-6 mois d'activités pour produire des données.

Des kits d'assainissement (pelles, poubelles, bottes, brouettes et râpeaux etc.) ont été remis et pré-positionnés au niveau des 5 brigades communales de la Croix-Rouge. Les formations et activités de sensibilisation seront conduites au cours du dernier trimestre du projet.

R3A3 : Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification

Cette activité n'a pas encore été réalisée mais elle est prévue dans les prochains mois. Les contacts avec les services techniques (Agriculture et Environnement) ont été amorcés pour une formation et des activités de sensibilisation mensuelles et continues à partir de décembre 2019.

R3A4 : Création et formation des associations communautaires de volontaires

Le projet a appuyé la création et la formation de cinq comités Croix-Rouge dans les communes de Bouné, Gamou, Alakoss, Guidiguir et Kéllé. Au niveau de Gouré, il existait déjà un comité départemental qui couvre aussi la commune et qui a bénéficié des activités de redynamisation et de renforcement de capacités. Ces comités sont fonctionnels. Chaque comité Croix-Rouge a reçu une moto et du matériel pour les besoins de déplacement, de coordination et d'animation.



Sensibilisation à la mise en place des associations et comité communal de la Croix-Rouge à Alakoss

R3A5 Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiées

Cette activité n'a pas encore été réalisée mais elle est programmée à partir de décembre 2019. Il s'agira de formations et de séances de sensibilisations (émissions radios et causeries communautaires) organisées de concert avec les services techniques et les comités Croix-Rouge communaux.

4.3.2.3.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus

Au terme du projet, 1 cartographie des risques de catastrophe naturelle est élaboré et à jour :

Atteint et Dépassé

Un consultant cartographe a effectué une mission ayant abouti à la finalisation de 3 cartographies par commune dont une pour l'occupation caractéristique des sols, une pour les réalisations du projet et une pour la cartographie des risques. Les cartographies⁹ sont disponibles dans leur version digitale.

A la fin du projet, 2 campagnes de vaccination pour les humains et le bétail sont appuyées :

Pas atteint. Non réalisé.

Pour les services techniques de l'Elevage, la période restante du projet ne correspondait pas au moment des pics d'épizooties nécessitant une campagne de vaccination de masse pour le bétail. Le Médecin Chef départemental de Gouré a également soutenu qu'aucun programme de vaccination nationale ou zonale n'est programmé de novembre 2019 à Mars 2020. Les volontaires ont cependant été formés à cette thématique et pourront ainsi se rendre disponible auprès des autorités compétentes lorsque les campagnes débiteront.

A la fin du projet, 6 stocks d'aliment bétails de 50 tonnes sont pré-positionnés au niveau de chaque commune :

Atteint

Six (6) stocks d'aliment bétail composés de 28,5 tonnes de son et de 7 tonnes de tourteau ont été positionnés dans chacune des communes cibles du projet. Le choix opéré par la CRN à ce niveau est de réorienter et de convertir une partie du stock communal en appui aux SCAP-RU afin qu'ils puissent mettre en place une IGR et assurer leur fonctionnement.

A la fin du projet, 6 stocks de céréales de 50 tonnes sont pré-positionnés au niveau de chaque commune :

Atteint (Voir RI)

⁹ Voir lien google drive :

<https://drive.google.com/drive/folders/1VN2wFX88v887wikGb41Y2xP2w5B9jucD?usp=sharing>

Mise à jour de l'indicateur : 80% des populations des 60 villages ciblés du département de Gouré ont été informés des comportements nécessaires pour agir en cas de catastrophe.

Atteint

Douze (12) émissions radios ont été réalisées et rediffusées 36 fois pendant trois mois. Douze (12) causeries communautaires ont été également organisées. Les acteurs clés de toutes les communes dont les représentants des SCAP-RU ont été formés et sensibilisés aux risques de catastrophes. Tous les comités communaux Croix-Rouge, les OSV des 6 communes et les représentants des services techniques présents dans les communes ont été formés et sensibilisés à travers diverses activités.

A la fin du projet, 6 associations de volontaires CRN sont créées et fonctionnent normalement :

Atteint (Voir RI)

6 comités Croix-Rouge communaux ont été créés et sont fonctionnels. Les membres ont été formés et intégrés dans les processus de décisions en matière de gestion des risques dans leurs différentes circonscriptions.

- **Bénéficiaires (statut + nombre)**

Pas de changement : toutes les populations des six communes sont ciblées par ce résultat soit 327.818 personnes.

- **Activités réalisées**

R3A1 : Elaboration d'une cartographie des risques par commune (en lien avec R1A1)

Pour chacune des six communes, trois cartes ont été élaborées et digitalisées :

- Une cartographie d'occupation des sols qui met en exergue la répartition des zones agro-écologiques, les zones d'ensablement et les zones d'habitation.
- Une cartographie des risques avec un focus sur les zones potentielles à risque d'épizooties, et des feux de brousse, d'attaque des ennemis des cultures, de sécheresses, ou encore les zones exposées à l'ensablement etc.
- Une cartographie des réalisations du projet (boutiques, SCAP-RU, construction siège etc.)

Le consultant a utilisé aussi les données des EVC réalisées dans les communes ainsi que les différents rapports du projet comme source d'informations. Chaque commune recevra ses cartes pour utilisation et aide à la décision.

R3A2 : Sensibilisation et formation des communautés à l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles

Des kits d'assainissement (pelles, poubelles, bottes, brouettes et râpeaux etc.) ont été remis et pré-positionnés au niveau des six (6) brigades communales de la Croix-Rouge.

Trois agents du district sanitaire de Gouré ont animé quatre émissions radios dans quatre communes avec des thèmes sur l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique. Ils ont également sensibilisé les populations sur la vaccination, les grossesses et accouchements assistés ainsi que sur les maladies respiratoires.

Il n'y a pas eu de formation organisée en tant que telle sur l'hygiène et l'assainissement mais beaucoup de communications lors des formations de gestion des risques par les services techniques ont abordé ces questions.

R3A3 : Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification.

Douze (12) émissions radios ont été réalisées dans les quatre communes disposant d'une radio communautaire et ont été rediffusées 36 fois pendant trois mois. 12 causeries communautaires ont été également organisées à l'endroit des communautés n'ayant pas accès aux émissions des radios communautaires. Ces émissions et causeries portaient sur la gestion des ressources naturelles, la protection de l'environnement, la prévention par rapport aux attaques des ennemis de culture.

102 acteurs clés dans les six communes ont été formés et sensibilisés sur la gestion des ressources naturelles et la gestion des risques de catastrophes dans les domaines de l'Agriculture et de l'Environnement. Ces sensibilisations ont été réalisées par les Deux Directeurs départementaux de l'Agriculture et de l'Environnement.

R3A4 : Création et formation des associations communautaires de volontaires

(Voir RI)

En plus de la création de six comités Croix-Rouge dans les communes de Bouné, Gamou, Alakoss, Guidiguir, Gouré et Kéllé, le projet les a renforcés par la construction de brigades opérationnelles (bureau + entrepôt) ainsi qu'un équipement en termes de matériel et de moyens de mobilité (moto).

Ces six comités ont bénéficié de nombreuses formations en évaluation des vulnérabilités et des capacités (EVC), en gestion de stocks, en gestion de risque de catastrophes, en premiers secours à base communautaire, en brigadiers phytosanitaires entre autres. Ils ont également bénéficié de formations sur la connaissance du mouvement Croix-Rouge, ainsi que sur la mise en place et le suivi des SCAP-RU pour le rapportage et l'alerte précoce.

Le projet a permis aussi de renforcer les relations entre ces comités communaux Croix-Rouge et les différents acteurs et autorités, notamment, les maires, les services techniques, les OSV et surtout les populations à travers les SCAP-RU.

R3A5 Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiées

(Voir R3A3 + R3A4)

Le projet a permis la mise en place, dans les six communes d'interventions, d'actions préventives. Au-delà des formations et des activités de sensibilisation/communication, le projet a pré-positionné un stock d'urgence en céréales (Voir RI) et en aliments bétail. A cet effet, il a été pré-positionné, dans chaque commune, 28,5 tonnes de son et de 7 tonnes de tourteau, afin de faire face à toute urgence liée à la sécurité alimentaire et à la vulnérabilité en lien avec le pastoralisme.

Des foyers améliorés ont été pré-positionnés dans le lot de kits NFI à distribuer lors d'une réponse à une catastrophe.

Les autorités administratives, les services techniques, les OSV, les SCAP-RU, les comités communaux Croix-Rouge ont reçu les informations, les formations, les sensibilisations et les produits nécessaires (alimentaires ou non) afin de faire face rapidement et en toute transparence à toutes situations d'urgence et réduire les risques de catastrophes.

La rencontre d'harmonisation et d'information sur les réalisations du projet et la stratégie de suivi avec l'ensemble des parties prenantes n'a pas pu être tenue suite aux interdictions de rassemblements et de réunions en réponse aux efforts nationaux de lutte contre la pandémie de Covid 19. Toutefois, il a été convenu lors de l'atelier de capitalisation du projet DRR, que la nouvelle intervention avec la CRN dans le département de Gouré réalisera cette activité au profit desdites parties prenantes et intégrera le suivi des engagements pris à cet effet.

- Moyens et coûts associés finalement engagés

298.022 € ont été dépensés sur les 314.801 € initialement prévus, soit un taux de décaissement de 94,67 %.

4.4 Plan de travail (par exemple, annexe diagramme de Gantt)

Le diagramme a été revu le 30/06/2017

Le plan de travail a été revu le 25/05/2018

Le plan de travail a été revu le 25/10/2019 (voir ANNEXE 8).

	2017			2018												2019												2020									
	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3							
Résultat 1 : La CRN impliquée de manière coordonnée au renforcement des dispositifs de surveillance régional (1), départemental (1) et communal (6), participe avec les autres acteurs concernés (1^{er} ligne) – (Préparation à la réponse – outils et équipes à différents niveaux																																					
R1A1 : Mise en place/Redynamisation des systèmes d’alerte précoce régional (Zinder), départemental (Gouré) et communaux (dans les six communes)																																					
Établir une cartographie des risques: (utilisation des drones) établir une cartographie des risques récurrents, créer une base de données et mettre sur pied un logiciel de stockage et d’analyse des risques. Cartographie finale																																					
Analyse participative des vulnérabilités (EVC):																																					
Mettre en place un système de collecte de données utilisant la téléphonie mobile : (achat équipements et matériel (tablettes, téléphone, ...)) ; création d’une plate-forme internet pour le stockage et la gestion des données –suivi et gestions des données																																					
Formation du personnel et des volontaires sur la collecte des données par téléphone, suivi-évaluation des activités,																																					
Redynamisation des SCAPRU, mise en place des mécanismes appropriés pour la mobilisation des ressources nécessaires à la satisfaction des besoins immédiats à moyens et long terme																																					
R1A2 : Mise à jour participative des plans de contingence régionaux, départementaux et communaux																																					
Elaboration/mise à jour des plans de contingence régionaux,																																					
Elaboration/mise à jour des plans de contingence départementaux,																																					
Elaboration/mise à jour des plans de contingence communaux,																																					
R1A3 : Renforcement des capacités des acteurs clés des systèmes d’alerte précoce																																					
Formation (responsables communaux, services techniques départementaux, leaders villageois et membres de la CRN) sur la gestion des risques et catastrophe, détection de l’alerte précoce																																					
Formation des partenaires/acteurs sur les thématiques du mouvement CR/CR.																																					

Formation de la CRN sur le rapportage.																				
Formation de 120 volontaires CRN sur les premiers soins et secours à base communautaire																				
Organisation des réunions de CLUSTER																				
R1A4 : La mise en place, formation et équipement de brigades communales d'urgence/contrôle																				
Sensibilisation des acteurs et des populations et création des brigades																				
Formation et équipement des brigades de contrôle																				
Suivi-encadrement																				
R1A5 : Création, formation et équipement des systèmes communautaires d'alerte précoce:	-	-	-	-	-															
Sensibilisation et création des SCAPRU	-	-	-	-	-															
Formation et équipement des SCAPRU	-	-	-	-	-															
Résultat 2: Les moyens logistiques et organisationnels de la CRN positionnés pour une réponse appropriée en cas de crise, sont disponibles au niveau départemental (cible prioritaire 6 communes) (Préparation à la réponse au niveau département/6 communes – logistique)																				
R2A1 : Mise en place et distribution de stock d'urgence non alimentaires et déploiement des moyens logistiques pour leurs distributions :																				
Construction d'un entrepôt pour la prédisposition des stocks d'urgence à Kellé :																				
Achat 500 kits standards de ménage (besoins non alimentaires),																				
Achat 200 Kits médicaux de lutte contre les maladies à potentiels hydriques (choléra), vectorielles (paludisme)																				
Appui à la prise en charge de la malnutrition																				
Achat 2000 litres de pesticides adéquats ULV pour lutter contre les ennemis de cultures																				
Mobilisation et distribution des stocks prédisposés aux sinistrés																				
Achat des charrettes asines pour les six communes																				
R2A2 : Formation des opérateurs pour la gestion des stocks pré-positionnés::																				
Sélection des opérateurs																				
Formation des 06 opérateurs et équipement																				
Suivi																				
R2A3 : Cash transfert pour la stabilité, la réinsertion et la sédentarisation des retournés du Djado, de Libye ou d'Algérie originaires de Gouré et Kellé et des déplacés de Diffa																				
Sensibilisation des populations et recensement des bénéficiaires																				
Sélection des bénéficiaires																				
Distributions cash transfert																				
Suivi																				

Résultat 3: Les populations des 6 communes ciblées informées et formées agissent préventivement face aux risques de crise (Prévention) et sont capables d'adopter les comportements adéquats en cas de crise (Préparation)																												
R3A1 : Elaboration d'une cartographie de risque par commune																												
Info/sensibilisation et formation sur l'outil EVC	-	-	-	-	-																							
Enquêtes et rapportage																												
R3A2 : Sensibilisation et formation des communautés à l'hygiène, la salubrité et les maladies à potentiels hydrique et vectorielles																												
Info/sensibilisation sur l'hygiène la salubrité et les maladies hydriques et vectorielles,																												
formation des communautés et distribution des kits d'hygiène																												
Suivi																												
R3A3 : Sensibilisation à la gestion des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification :																												
info sensibilisation des communautés																												
émissions radio																												
Suivi																												
R3A4 : Création et formation des associations communautaires de volontaires																												
Sensibilisation et information des communautés																												
Création et formation des groupes																												
Suivi et encadrement																												
R3A5 : Appui à la mise en œuvre des actions préventives identifiées																												
Campagne de vaccination (2) : En collaboration avec les services techniques de santé humaine et animale compétents,																												
Stock alimentaire pour bétail (tourteau et son): 150 tonnes par commune ;																												
Achat et distribution de 1.200 foyers améliorés																												
Promotion des foyers locaux																												
Mise en place Stocks de céréales : 30 tonnes																												
Distribution des stocks dans les communautés																												



Phase de transition Croix-Rouge Irlandaise/Croix-Rouge de Belgique
 Phase prévu pour le déroulement de l'activité

4.4.1 [INT] Plan de travail révisé en cas de changement après la proposition

Le plan de travail a été revu le 25/10/2019 (voir **ANNEXE 8**). Cette révision ne diffère pas totalement des plans initiaux mais vient en complément des précédents plans de travail avec plus de complémentarité et de réalisme par rapport au temps impartis avant la fin de projet. Un focus important est mis sur les activités de renforcement de capacités, de formations et de communication avec l'ensemble des parties prenantes.

4.5 Suivi, évaluation, audit et autres études

4.5.1 Suivi des activités (expliquer comment, par qui)

Le processus de suivi/évaluation sera assuré par le **délégué RRC de la CRB coordinateur S&E (aussi expert DRR)**. Il mettra en place les mécanismes de suivi, évaluation et rapportage, et formera également l'équipe nationale et les partenaires à ces mécanismes. Le cadre logique et les indicateurs de résultats constitueront le fil rouge des discussions avec les partenaires, tout au long du cycle du projet. Le suivi des activités sera fait de manière participative par toutes les parties prenantes.

La CRN et les services techniques en collaboration étroite avec le dispositif national de gestion des catastrophes réaliseront un suivi semestriel des activités. La CRN sera responsable du suivi des stocks pré-positionnés. Il sera essentiel de capitaliser les expériences du projet tout au long de sa mise en œuvre, particulièrement en ce qui concerne la dynamisation des systèmes d'alerte précoce qui bénéficieront de l'appui des technologies nouvelles.

Des missions de suivi seront réalisées par la CR de Belgique **et de la CR Irlandaise** sur base trimestrielle. Une évaluation externe sera réalisée en fin de projet par un cabinet local de consultance. Un audit financier final sera également réalisé dans les 3 mois qui suivent la clôture opérationnelle du projet

4.5.2 Cochez les cases correspondant aux études qui seront éventuellement entreprises:

- Évaluation externe pendant l'action
- Évaluation externe après l'action
- Audit externe pendant l'action
- Audit externe après l'action
- Evaluation interne ou audit interne relatif à l'action (visite de suivi du siège de la CR de Belgique **et de la CR irlandaise** à mi-parcours et en fin de projet).

4.5.3 Autres études: Veuillez préciser:

5. QUESTIONS TRANSVERSALES

5.1 Veuillez décrire le niveau escompté de durabilité et/ou de connexité¹⁰.

Le projet a intégré différents éléments dans sa conception et sa mise en œuvre en vue d'assurer la durabilité et la connexité des résultats tels que :

- Les processus participatifs impliquant les différentes parties prenantes et en particulier les membres des communautés ciblées;
- L'appropriation et l'autonomisation des communautés, dans la mesure où celles-ci auront un rôle primordial dans la prise des décisions, le choix des actions et des bénéficiaires ;

¹⁰ La durabilité et la connexité sont des concepts similaires, qui sont utilisés pour garantir que les activités soient exécutées dans un contexte qui tient compte des problèmes à plus long terme et interconnectés.

- La collaboration avec les agents techniques de l'Etat (la protection civile, le dispositif national de gestion des catastrophes, génie rural, agriculture, élevage, hydraulique, affaires communautaires, santé et environnement) qui apporteront un soutien constant et au-delà de la durée du projet;
- L'engagement à la participation égale des femmes dans les activités du projet, au sein des comités et des structures décisionnelles ;
- L'implication des volontaires de la CR nigérienne dans la mise en œuvre du projet, qui sont issus et resteront dans leur communauté au-delà de la durée du projet.

La mise en œuvre du projet sera assurée par la Croix-Rouge nigérienne. Les mécanismes d'alerte précoce et de pré-positionnement seront développés et suivi en étroite concertation avec les acteurs locaux concernés par la thématique. Le renforcement des capacités de la CRN permettra de dynamiser les systèmes d'alerte à différents niveaux (région, département, commune) et de compléter les besoins des populations en cas de crise. Le projet s'insère dans les dispositifs nationaux et décentralisés existants, le but étant de concourir à une meilleure prévention, préparation et réponse aux aléas dans les communes ciblées.

5.2 Stratégie de continuité (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement)

La Croix-Rouge Nigérienne intervient dans le cadre d'actions d'urgence ainsi que dans des projets de développement en lien avec la santé, nutrition, sécurité alimentaire, l'eau et assainissement. La CRN coopère avec divers partenaires du Mouvement de la Croix-Rouge (CICR, Croix-Rouge française, ~~Croix-Rouge irlandaise~~, ~~Croix-Rouge belge de Belgique~~) pour mettre en œuvre son plan stratégique incluant ces interventions structurelles et d'urgence.

La présence active et à long terme de la CRN et ses partenaires permet d'assurer une continuité entre la prévention, la préparation, la réponse et la réhabilitation. Les activités de développement menées par ailleurs par ces différents partenaires permet d'articuler clairement les stratégies urgence/développement sur le terrain, en étroite concertation avec les différents acteurs et populations ciblées. La CRN travaille étroitement avec les acteurs étatiques, services techniques et autres organismes nationaux et internationaux responsabilisés sur ces interventions.

5.3 Intégration (par exemple, réduction des risques de catastrophes, enfants, droits de l'homme, égalité des sexes, impact environnemental, autres à préciser)

L'approche de la Croix-Rouge repose sur des valeurs et concepts propres au Mouvement Croix-Rouge régi par sept principes fondamentaux (voir : www.ficr.org). Lors de ses activités elle s'attache à promouvoir ces valeurs humanitaires pour le respect des droits et de la dignité humaine. Les bénéficiaires prioritaires de l'intervention de la Croix-Rouge sont les couches sociales les plus vulnérables.

En cas de crise, une priorisation des degrés de vulnérabilité des couches des populations ciblées se fera comme suit : 1/ enfants de 0 à 5 ans, 2/ femmes en âge de procréer 3/ handicapés et personnes âgées 4/ autres victimes directes 5/ autres victimes indirectes.

En outre, des mesures spécifiques seront prises pour améliorer l'égalité et la participation effective des femmes dans les activités du projet telles que:

- la promotion d'une représentation équilibrée des sexes parmi les volontaires de la CR nigérienne impliqués dans le projet et au sein des différents comités de gestion créés dans le cadre du projet. Pour cela, l'importance de la participation des femmes sera discutée lors des différentes réunions communautaires et un « modèle positif » des femmes sera promu par le projet;

- la sensibilisation des chefs traditionnels et des communautés sur la discrimination envers les femmes et les filles, et l'égalité des sexes;
- le suivi continu du degré d'implication des femmes dans les activités grâce à une collecte de données désagrégées par genre.

Au Niger, le mari a un rôle fondamental dans la prise de décision du ménage. Afin de garantir que la femme aura l'autorisation d'appliquer les recommandations émises lors des séances de sensibilisation, et en particulier concernant les sensibilisation liées aux bonnes pratiques en matière de nutrition, les hommes seront également spécifiquement ciblés par les campagnes de sensibilisation, selon l'approche de l'école des maris.

Compte tenu des contraintes importantes liées à la déforestation croissante dans la zone d'intervention, le projet organisera également des sensibilisations à la gestion des ressources naturelles et de lutte contre la désertification. En effet, ces zones fragiles subissent de plein fouet l'effet des changements climatiques et plus que jamais il apparaît essentiel de préserver l'environnement. Les populations seront amenées à réfléchir et encouragées à adopter des comportements menant à une préservation des ressources naturelles dont ils dépendent.

5.4 [INT] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

La principale problématique identifiée par l'ensemble des acteurs qui ont travaillé ou travaillent au soutien des SCAP-RU au Niger est la question de la pérennisation des activités de ces structures après la fin du projet. Une visite des acteurs belges du CSC a eu lieu à Gouré dans le cadre du dialogue stratégique en novembre 2018 ; elle a constitué une première opportunité d'échanges sur cette problématique. Afin d'approfondir les échanges d'expériences et de leçons apprises à ce sujet, les acteurs belges membres du CSC Niger se sont réunis le 9 juillet 2019 à Niamey (PV de réunion disponible sur demande). Cette réunion a été l'occasion pour la Croix-Rouge de présenter le modèle testé à Gouré qui, nous l'espérons, permettra de parer à ces difficultés de pérennisation.

En plus des principes d'appropriation adoptés dans l'ensemble des projets mis en œuvre par la Croix-Rouge, tels que la participation des populations bénéficiaires et l'intégration de tous les acteurs étatiques dans les activités du projet, l'approche proposée par la Croix-Rouge dans le cadre de ce projet s'articule autour de deux axes :

- L'intégration de volontaires de la Croix-Rouge à tous les niveaux du système d'alerte précoce afin d'accompagner et de dynamiser le fonctionnement des structures étatiques (qui se justifie par le statut d'auxiliaire des pouvoirs publics de la CRN)
- Le soutien technique et financier au développement d'initiatives génératrices de revenus afin de garantir à chaque SCAP-RU un fond de roulement leur permettant de couvrir leurs frais de fonctionnement.

L'évaluation externe finale du projet permettra de faire le bilan de cette expérience et d'en tirer les leçons, afin de pouvoir répliquer l'expérience dans d'autres zones si elle s'avère concluante.

5.5 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

Le projet s'est assuré de l'implication des parties prenantes pertinentes au niveau communautaire dans toutes les activités, que ce soit les autorités administratives, les services techniques ou encore les communautés. A ce jour, au-delà du renforcement des liens entre les comités Croix-Rouge et les différentes parties prenantes, l'intégration des Volontaires ou membres des comités communaux et départementaux de la Croix-Rouge dans les dispositifs d'alerte précoce, à tous les niveaux, reste significative et primordiale pour garantir sa pérennité.

Une mission d'évaluation des SCAP-RU a été réalisée en fin de projet, trois semaines avant les restrictions dues à la Covid-19, afin de faire l'état du fonctionnement, de la gestion des IGR et des difficultés.

Les représentants des différentes couches sociales, notamment les femmes et les jeunes, ont participé à toutes les activités du projet, que cela soit pour les activités de formations, de sensibilisations entre autres.

L'intégration des volontaires de la Croix-Rouge dans les différents dispositifs de coordination du niveau communautaire au niveau départemental, ainsi que l'implication des services techniques et les différents outils harmonisés et consensuels mis en place permettront un suivi continu des réalisations du projet et la pérennisation des actions enclenchées.

La pandémie de COVID-19 a impacté la bonne clôture du projet. En effet, il était prévu de tenir une rencontre d'harmonisation des acteurs sur le suivi et la pérennisation du projet ainsi que l'atelier d'évaluation finale. Suite aux restrictions sanitaires imposées par le Gouvernement Nigérien dû à la Covid-19, cet atelier n'a pas pu se tenir pendant la période d'exécution du projet. Cependant, suite à l'assouplissement de ces restrictions, cet atelier d'évaluation et de capitalisation a pu se tenir au mois de juin. Il a rassemblé l'ensemble des parties prenantes (autorités administratives et coutumières, services techniques, membres des comités Croix-Rouge régional et départemental, représentants des OSV et des SCAP-RU, partenaires du CSC entre autres). Les réalisations et objectifs du projet ont été passés en revue et chaque acteur a pris des engagements pour le suivi et la pérennité des réalisations du projet. Voici les principaux engagements pris :

Acteurs	Rôles/Engagements
Autorités coutumières (Chefs de Canton)	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au bon fonctionnement des SCAPRU et OSV. - Faire un suivi régulier des engagements auprès des différents acteurs
Mairies	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge / Financement des sessions de travail des OSV ; - Suivi périodique des activités sur le terrain (réalisations).
Services Techniques	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les OSV dans la gestion des produits pré-positionnés dans les différentes communes - Continuer la formation et la sensibilisation des communautés sur les différents risques - Maintenir une communication continue avec les autres acteurs notamment la CR des observations et propositions dans les différents domaines techniques
OSV	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des SCAPRU (Formations/Suivi/Support) ; - Centraliser et transmettre les données au CSR/DNPGCCA ; - Tenir régulièrement les réunions OSV ; - Assurer un retour d'information aux SCAPRU.
Comités Communaux de Croix Rouge /CRN	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des activités des SCAPRU ; - Assister aux réunions des SCAPRU ; - Renouvellement des stocks pré positionnés. - Transmissions et remontées de toutes informations pertinentes liées au suivi du projet.
Comité Départemental Gouré /CRN	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des réalisations au niveau des communes ; - Intégrer ce suivi dans le plan d'action départemental.
Comité Régional /Zinder	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des réalisations du projet dans le département ; - Formation/recyclage des volontaires en Premiers Secours et techniques d'évaluation ; - Mobilisation et fidélisation des volontaires (identification,

	recensement et AGR).
SCAPRU/Volontaires communautaires	<ul style="list-style-type: none"> - Remontée et dissémination des informations au niveau village ; - Continuer les sensibiliser des populations sur les risques sous la supervision des Comités communaux; - Réponses aux urgences au niveau des villages ; - Pérennisation et suivi des IGR.
CRN Comité National	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les différentes recommandations opérationnelles dans la mise en œuvre du nouveau projet de la CRN et de la FICR dans la région de Zinder et département de Gouré - Assurer un suivi et une communication avec les comités régionaux, départementaux et communaux pour le suivi des intrants pré-positionnés et des réalisations. - Assurer un suivi régulier des SCAP-RU mis en place ainsi que du développement des IGR

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'URGENCE

6.1 Mesures d'urgence (plan B/ mesures d'atténuation à prendre si les risques et hypothèses exposés dans le cadre logique se concrétisent)

L'hypothèse du projet repose sur la paix sécuritaire et politique au sein de la zone d'intervention. En l'absence de paix le projet pourrait être compliqué à mettre en œuvre. Heureusement, le département de Gouré apparaît préservé de toute détérioration sécuritaire à court et moyen terme. L'équipe locale pourra donc, en principe, mener à bien les activités prévues. En cas de dégradation des conditions de travail pour raison sécuritaire, les dispositions nécessaires seront entreprises pour revoir l'agenda des activités. Le projet reposant sur la dynamisation et l'engagement des acteurs locaux, il sera plus facile de maintenir un certain niveau d'activité, même en cas de crise.

D'autre part, la Croix-Rouge de Belgique et ses partenaires s'engagent à suivre et respecter les règles et protocoles de sécurité de la Croix-Rouge au Niger dont notamment:

- le suivi régulier de la situation sécuritaire en interne au sein du Mouvement Croix-Rouge et en collaboration avec les autres acteurs nationaux et internationaux;
- la mise à jour régulière des règles de sécurité et des plans d'urgence en fonction de l'évolution du contexte ;
- la formation régulière de l'équipe de projet aux règles de sécurité et plans d'urgence ;
- l'équipement de tous les véhicules d'une radio HF, ainsi que la notification, l'approbation et suivi des trajets sur le terrain par la chambre radio.
- le maintien de relations solides avec les communautés et les dirigeants locaux, afin de réduire la possibilité que le personnel du projet soit spécifiquement visé;

Il n'est pas exclu non plus, lors de la mise en œuvre du projet, d'être confronté à des aléas climatiques conduisant par exemple à une crise alimentaire conséquente ou à une disparition du cheptel à grande échelle. Cela ne remettrait pas en cause les fondamentaux du projet, qui est prévu pour mieux répondre à ce genre de situation, mais nous obligerait sans doute à réorganiser l'agenda des activités afin de canaliser une partie des besoins vers de l'aide directe. Nous prévoyons une réserve de 5% du budget à dédier à cette aide d'urgence, en cas de crise.

Il est également important que les acteurs externes impliqués dans le projet (ceux impliqués dans les systèmes d'alertes à différents niveaux, les services techniques,...) participent activement à la dynamique de concertation, collaboration et échange de données. Lors des discussions de préparation de ce projet, ceux-ci ont marqué beaucoup d'intérêt aux propositions et ont apportés

des idées importantes à sa conception. Une concertation permanente et un suivi rapproché avec les acteurs durant la mise en œuvre du projet permettra sans aucun doute de maintenir la motivation et l'engagement de chacun.

Pour ce qui a trait à la gestion des données personnelles, prière de se référer au second single form du présent projet.

Enfin, il est prévu de maintenir une certaine flexibilité dans la planification et l'exécution des activités (ce qui ne remet pas en cause l'atteinte des résultats), afin de garantir une relative souplesse face aux attentes et disponibilités des bénéficiaires. Il est essentiel que ceux-ci puissent s'approprier les résultats et avancées du projet au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

6.2 Aspects relatifs à la sécurité

6.2.1 Situation sur le terrain. Veuillez donner une brève description

Le Niger est soumis à la pression des **crises sécuritaires** des pays limitrophes et de la sous-région, ce qui contribue à la détérioration des conditions de vie des ménages ruraux et entraîne des déplacements de la population, notamment dans l'est du pays ; Dans la Région de Diffa, la situation des déplacés et réfugiés qui résulte principalement du contexte sécuritaire liés aux attaques de Boko Haram dans la zone du Lac Tchad est particulièrement difficile malgré l'accalmie de la situation observée depuis décembre 2016. Les mouvements de populations impactent également la région voisine de Zinder qui a déjà reçu plus de 5.000 personnes (environ 3.000 à Gouré, département contigu à Diffa) pourchassées de Boko Haram en plus des retournés d'Algérie et de Lybie.

Aucun incident majeur à Zinder n'est à déplorer depuis janvier 2015. Toutefois, dans ce contexte sensible, les équipes nationales et expatriés du projet devront restées prudentes et vigilantes. Tout en respectant les règles de sécurité revues régulièrement, elles pourront en principe opérer normalement.

6.2.2 Un protocole de sécurité spécifique a-t-il été établi pour cette action?
Oui **Non** **Procédures standard**

Si oui, précisez:

Un plan de sécurité a été élaboré par la CRB en février 2017. Il est mis à jour tous les trois mois. De plus, les informations relatives à la sécurité sont accessibles auprès du CICR, organisation référente en la matière.

~~Un règlement sécurité existe au sein du consortium CRI/CRB. La dernière mise à jour des règles de sécurité au Niger date de février 2017.~~

Notons également que les mesures de sécurité suivantes ont été mises en place pour l'équipe de projet :

- Information aux forces de défense et de sécurité sur le mouvement des véhicules ;
- Contact permanent radio avec ~~la représentation le bureau~~ lors des déplacements sur le terrain ;
- Interdiction de conduire ~~aux heures tardives la nuit tombée.~~

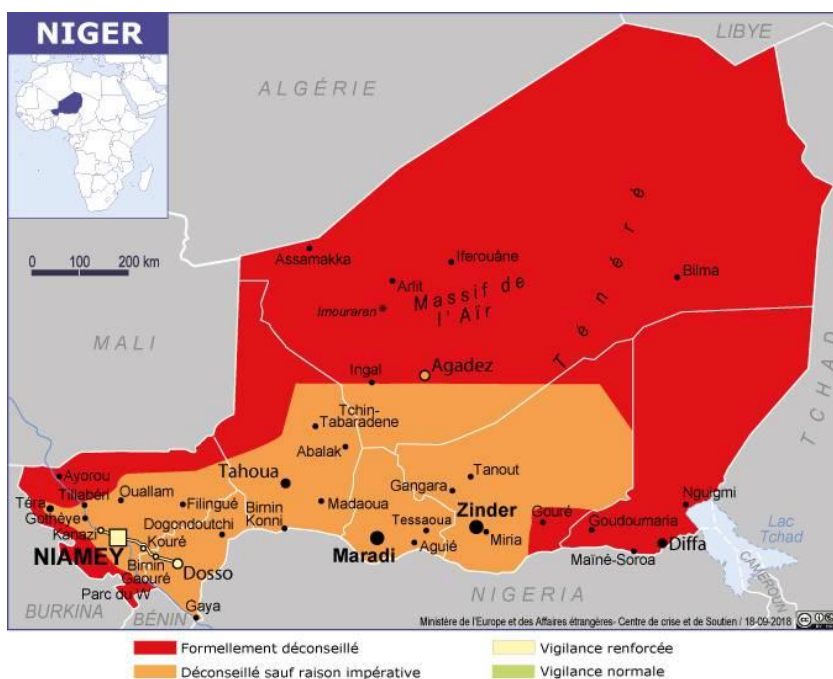
6.2.3 Le personnel sur le terrain et les expatriés ont-ils reçu des informations et une formation concernant ces procédures?

Oui **Non**

6.4 [INT] **En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser**

Le Ministère des Affaires Étrangères belge déconseille tous les voyages dans le département de Gouré, au sud de la route nationale, entre Zinder et Diffa.

Selon la cartographie sécuritaire du Ministère français des Affaires Étrangères du 06/05/2019 (voir carte ci-dessous), le département de Gouré se trouve dans la zone rouge fortement déconseillée.



Même si la vigilance est accrue, la région de Zinder en tant que telle et le département de Gouré en particulier n'ont pas encore été concernés par des attaques armées. Néanmoins, le fait que toutes les régions limitrophes de Zinder soient en insécurité ainsi que la position de Gouré (entre Zinder et Diffa, qui est une des régions les plus touchées par les attaques) font craindre une éventuelle contagion de cette zone.

En l'occurrence, les mesures de sécurité suivantes ont été mises en place pour toute l'équipe du projet, au niveau des déplacements :

- Information aux forces de défense et de sécurité sur le mouvement des véhicules ;
- Contact permanent radio avec la représentation lors des déplacements sur le terrain ;
- Interdiction de conduire la nuit tombée ;
- Dotation d'un téléphone satellitaire pour le délégué ;
- Désignation du chef de Bureau de la Croix-Rouge française à Zinder comme point focal sécurité pour tout le mouvement Croix-Rouge dans la région.

Au niveau des activités du projet, elles n'ont pas été impactées ni n'ont nécessité d'adaptation particulière à ce jour.

6.5 [FIN] **En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser**

Pas de changement d'ordre sécuritaire à noter depuis le rapport intermédiaire. Les activités du projet n'ont pas été impactées par des problèmes sécuritaires et n'ont pas nécessité d'adaptation. Cependant, comme souligné au point 5.5, la pandémie de CoVid19 a impacté la réalisation de quelques activités et a accéléré la clôture du projet de façon inopinée. Toutefois après la levée des restrictions dues à la pandémie, l'atelier d'évaluation et de capitalisation du projet a été tenu avec les parties prenantes autour du projet.

7. COORDINATION SUR LE TERRAIN

7.1 *Coordination sur le terrain (veuillez indiquer la participation de l'Organisation humanitaire aux mécanismes de coordination avec d'autres parties prenantes, tels que les "clusters", les ONG, les agences des Nations unies, autres (à spécifier), ainsi que les liens avec la procédure d'appel consolidée, si nécessaire)*

Au niveau national les représentants au Niger de la CR de Belgique ~~et de la CR Irlandaise~~ participent régulièrement aux plateformes de coordination et de gestion de la sécurité:

- Réunions de coordination du Mouvement international Croix-Rouge qui comprennent la FICR, le CICR, la CR ~~du Niger Nigérienne~~ et les représentants des autres Sociétés Nationales Croix-Rouge présentes au Niger (CR espagnole, française, ~~luxembourgeoise et danoise du Luxembourg et du Qatar~~);
- Réunions des clusters sur la sécurité alimentaire et le relèvement;
- ~~Réunions de Coordination Plateforme Nationale RRC~~
- Forum des ONG belges – ~~Cadre Stratégique Commun (CSC)~~.

Au niveau régional et dans la zone d'intervention du projet, l'équipe du projet aura des contacts réguliers (réunions et visites conjointes sur le terrain) avec les départements techniques du gouvernement du Niger (génie rurale, agriculture, élevage, hydraulique, affaires communautaires, environnement et santé), les autorités traditionnelles et administratives, ainsi qu'avec la CR nigérienne (comité régional de Zinder et branches de Gouré et Kellé).

La CRN possède un bureau régional à Zinder, un bureau sous régional à Gouré et des représentants dans chacune des communes et dont les volontaires présents dans la zone d'intervention seront activement impliqués dans le projet. De plus le ~~coordonnateur « Gestion des catastrophes » responsable des programmes~~ de la Croix-Rouge Nigérienne sera pris en charge (salaire et missions) pendant ~~12-3~~ mois du projet. Il fera non seulement des supervisions trimestrielles mais apportera son appui à la CRN locale dans son domaine de compétence. Les principales autres organisations avec lesquelles la CRN et ~~le la consortium~~ Croix-Rouge de Belgique ~~et Croix-Rouge irlandaise~~ collaborent au niveau régional ou départemental sont:

- le Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui possède un bureau à Zinder et coordonne la distribution de nourriture par les organisations partenaires présentes dans la région dont la Croix-Rouge. Les années précédentes, le PAM fournissait également un stock de départ de 10 tonnes pour chaque nouvelle banque de céréales construite par la Croix-Rouge;
- le bureau de coordination des nations unies (OCHA) qui coordonne les activités des nations unies et des partenaires ; il organise des réunions mensuelles des acteurs dans la région de Zinder ; réunions au cours desquelles des échanges sur les interventions des parties prenantes sont partagées ainsi que la situation sécuritaire);
- la Croix-Rouge française qui est active en nutrition et dans l'accès à l'eau potable dans la région de Zinder ~~et a étendu ses activités au département de Gouré depuis janvier 2017.~~

7.2 *Autorités nationales et locales (relations établies, autorisations, coordination)*

L'implication des services techniques du gouvernement nigérien au niveau régional, départemental et communal est cruciale pour la mise en œuvre du projet et la durabilité des résultats.

Les principaux départements techniques concernés sont :

- L'agriculture : le directeur départemental de l'agriculture est le point focal du dispositif national de gestion des catastrophes et des crises alimentaires au niveau du département ; il est en outre en charge la formation et l'encadrement des comités de gestion, la formation et l'encadrement des brigadiers phytosanitaires, la mise en place des stocks alimentaires

- L'élevage : pour la formation et l'encadrement des comités de gestion des organisations paysannes pastorales. Il est en charge du suivi du cheptel et travaille en étroite collaboration avec les services vétérinaires pour la santé des animaux
- Les affaires communautaires : pour les activités de sensibilisation communautaire et de soutien à la création de comités de gestion communautaire ;
- L'environnement : pour les activités liées à la récupération des terres et aux mesures d'adaptations aux changements climatiques
- La Protection civile : en charge de toutes les situations liées à la protection des populations, de la gestion des catastrophes et des populations déplacées
- Le Comité sous régional de prévention des crises alimentaires : structure du gouvernement, c'est un organe multidisciplinaire qui assure le suivi des activités du plan de soutien dans leurs départements. Ils peuvent signer des contrats de prestation avec la CCA/ GC le PAM et les autres partenaires pour les micros projets de cash ou food for work. Ils assurent le suivi de la mise en œuvre des projets d'atténuations exécutés par les ONG dans leurs départements. Chaque activité suivie sera sanctionnée par un rapport conformément au canevas de Suivi- évaluation suivi- évaluation du DNP-GCA. Ces comités sont habilités à demander la suspension d'un projet pour non-respect des engagements pris et prouvés
- La Direction des Le Ministère de l'Action Humanitaire et la Gestion des Catastrophes

Des protocoles d'entente (accords de collaboration) seront signés avec ces différents départements techniques de l'Etat au niveau du département de Gouré. Ces accords fixent les modalités de la collaboration.

7.3 Eventuelle coordination avec la représentation diplomatique belge

Le représentant de la Croix-Rouge de Belgique est basé à Niamey. Il est en contact avec le Premier Secrétaire du bureau diplomatique de l'Ambassade de la Belgique à Niamey et participe également aux réunions de coordination des ONG belges au Niger coordonnées par le bureau de la coopération belge à Niamey.

Lorsque la sécurité le permet, le Premier Secrétaire du bureau diplomatique de la Belgique est convié à visiter les projets financés par la DGD. Il a accompagné une mission du service humanitaire de la DGD à Gouré en janvier 2017.

7.4 [INT] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

Coordination entre partenaires du Mouvement Croix-Rouge : L'équipe CRN/CRB à la tête du projet travaille en concertation étroite avec les partenaires du mouvement qui ont travaillé ou travaillent actuellement sur les systèmes d'alerte précoce :

- Des contacts ont été établis dès le démarrage du projet avec la Croix-Rouge Espagnole qui a mis en œuvre un projet de soutien aux SCAP-RU dans la région de Maradi ; ceci a permis de bénéficier des expériences et leçons apprises de ce projet.
- La Croix-Rouge française est présentement en train de répliquer une partie du présent projet (processus de mise en place des SCAP-RU) dans le cadre de son projet FBF-Sécheresse à Zinder ; de ce fait il y'a souvent des échanges entre acteurs de mise en œuvre.
- L'équipe CRN/CRB participe à toutes les réunions de coordination avec les acteurs du Mouvement intervenant à Zinder (CRN, CR Française, CR Danoise, CR de Belgique).

Coordination hors Mouvement :

- L'équipe CRN/CRB participe aux réunions Cluster organisées par OCHA, qui réunissent l'ensemble des acteurs humanitaires présents dans la région de Zinder.
- L'ONG Save The Children compte intervenir dans certains villages du département de Gouré pour la mise en place de SCAP-RU ; elle a approché le projet afin de s'informer sur le processus de mise en place des SCAP-RU utilisé par la Croix-Rouge. Des réunions régulières de coordination ont lieu afin d'éviter d'assurer complémentarité et cohérence des actions.

7.5 FIN] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

Pas de changement.

8. PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

8.1 Nom et adresse du ou des partenaires de mise en œuvre

~~Le consortium~~ La Croix-Rouge de Belgique / ~~Croix-Rouge Irlandaise~~ appuiera directement la Croix-Rouge Nigérienne à la mise en œuvre du projet.

~~L'adresse des Croix-Rouge à Niamey~~
~~Bureau de la~~ Croix-Rouge Nigérienne,
 No. 665 rue NB045
~~BP10219~~ BP 11386 Niamey

8.2 Statut des partenaires de mise en œuvre (par exemple: ONG, autorités locales, etc.) et rôle joué par eux

La Croix-Rouge Nigérienne est une organisation bien établie avec un siège à Niamey et des bureaux régionaux dans chaque région. Elle possède également des liens très étroits avec le gouvernement et plusieurs positions au siège de la CR Nigérienne sont financées par le gouvernement du Niger (mise à disposition de personnel). Rien que dans la région de Zinder, la CR Nigérienne possède un réseau de 9.000 volontaires dont 130 dans les communes de Gouré, Gamou, Allakos, Bouné, Guidiguir et Kellé.

La Croix-Rouge de Belgique fait partie des Sociétés Nationales Partenaires (SNP) auprès de la Croix-Rouge Nigérienne (CRN). Sa mission consiste à accompagner la CRN dans ses actions menées auprès des plus vulnérables tout en renforçant ses capacités.

~~La Croix-Rouge de Belgique et la Croix-Rouge Irlandaise sont 2 Sociétés Nationales du Mouvement International de la Croix-Rouge qui opèrent au Niger sous le statut de la Croix-Rouge Nigérienne.~~

La CR de Belgique a soutenu dans le passé des opérations d'urgence au Niger dans le cadre du fond DREF; elle met également en œuvre, à travers son programme 2017-2021 financé par la DGD (D3), un programme de renforcement institutionnel de la Croix-Rouge Nigérienne. ~~La CR de Belgique travaille en consortium avec la CR Irlandaise au Niger depuis 2012. La Croix-Rouge Irlandaise est active en sécurité alimentaire au Niger depuis 10 ans (et depuis 7 ans dans la région de Zinder).~~

La Croix-Rouge de Belgique dispose d'une représentation à Niamey dans les bureaux de la Croix-Rouge Nigérienne. Les volontaires de la Croix-Rouge Nigérienne ~~Le consortium CR de Belgique / CR Irlandaise possède une représentation à Niamey et des bureaux à Zinder. Les équipes de projet du consortium~~ ont déjà une longue expérience dans la région de Zinder et dans le type d'activités proposées, des procédures opérationnelles bien établies, ainsi que des contacts étroits avec les autorités locales et les agents techniques de l'Etat. Ces ressources (humaines, logistiques) et ce réseau de contacts peuvent être immédiatement mobilisés dès le démarrage du projet.

8.3 Type de relation avec le ou les partenaires de mise en œuvre et les rapports attendus de la part du partenaire de mise en œuvre

~~Le consortium~~ La Croix-Rouge de Belgique ~~et CR Irlandaise au Niger~~ sera en charge responsable de la gestion opérationnelle, technique, administrative et financière du projet sur le terrain en ~~parfaite-étroite~~ collaboration avec la Croix-Rouge Nigérienne. Les activités seront coordonnées et mises en œuvre à partir du bureau ~~projet de Gouré où se trouvera de la sous-délégation de Zinder où se situe~~ l'essentiel de l'équipe de projet et le bureau ~~départemental régional~~ de la CRN. Le bureau ~~départemental de Zinder~~ rendra ensuite compte

(planification/rapportage financier et narratif) à la représentation ~~du consortium~~ basée à Niamey, qui elle assurera la transmission aux sièges ~~respectifs~~ de la CR de Belgique ~~et de la CR irlandaise~~.

La supervision du projet sera quant à elle réalisée par les sièges de la CR de Belgique ~~et de la CR Irlandaise~~ par le biais de communications régulières avec le terrain et de visites au Niger à mi-parcours et en fin de projet. Sur base des visites de terrain, des échanges et des rapports ~~provenant du consortium au Niger~~, la CR de Belgique soumettra les rapports narratifs et financiers à la DGD tel que spécifié dans la convention de financement de la DGD.

Un audit indépendant sera conduit en fin de projet. Une évaluation externe finale sera également commanditée auprès ~~d'une compagnie locale d'un bureau local~~ de consultance par la CR de Belgique en fin de projet.

8.4 [INT] *En cas de changements, veuillez préciser*

Rien à signaler : aucun changement intervenu.

8.5 [FIN] *En cas de changements, veuillez préciser*

Pas de changement.

9. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, DE VISIBILITÉ ET D'INFORMATION

9.1 *Activités de communication programmées*

Le projet sera communiqué à l'extérieur (autorités locales, media, bénéficiaires et autres parties prenantes) comme un projet financé par le gouvernement de Belgique et mis en œuvre ~~par la CR Nigérienne avec l'appui technique de la Croix-Rouge de la Belgique. en consortium par les CR de Belgique / CR Irlandaise et la CR Nigérienne.~~

Ceci sera communiqué lors des différentes activités de coopération avec les agents techniques de l'Etat (ateliers et formations), lors de l'inauguration des infrastructures construites (entrepôt) ou lors de la distribution de matériels, d'équipements (Kits NFIs, matériel de visibilité, ordinateurs, tablette et téléphones, équipement des assistants para-vétérinaires et des brigadiers phytosanitaires etc.).

9.2 *Visibilité sur les équipements durables, les fournitures principales, ainsi que sur le lieu du projet*

Le soutien du gouvernement belge sera marqué sur les infrastructures construites par le projet les équipements durables qui seront distribués aux communautés (kits pour les assistants para-vétérinaires, les brigadiers phytosanitaires) ainsi que sur les petits équipements utilisés par l'équipe de projet durant la mise en œuvre des activités (t-shirt, casquettes, etc).

Finalement, le projet réalisera des panneaux visant à disséminer des messages liés à l'hygiène, l'assainissement et la nutrition. Ces panneaux feront également référence au soutien du gouvernement belge.

9.3 *Activités de publication prévues*

N/A

9.4 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

Durant toutes les activités du projet, la communication est claire sur le fait que le projet et les activités sont mis en œuvre par la CRN avec le support technique et financier de la CR de Belgique et sous financement du Gouvernement belge.

Au niveau de chaque réalisation physique du projet - notamment les constructions - une plaque sera placée, avec mention de ces mêmes informations. Pour les t-shirts et brochures confectionnés en début de projet, la priorité a été donnée à la visibilité de la Croix - Rouge Nigérienne.

9.4 [FIN] Rapport sur les activités pertinentes

Au niveau des réalisations physiques du projet (bureaux/entrepôts, Charrettes Asines,...) les logos de la CRN, de la CRB et de la DGD ont clairement été affichés.

Lors des activités du projet (émissions radios, causeries communautaires, formations) l'ensemble des communications font état de la mise en œuvre du projet par la CRN avec l'appui technique de la CRB et sous financement de la DGD. Il en est de même pour tous les outils de travail, documents et supports partagés avec toutes les parties prenantes.

10. RESSOURCES HUMAINES

10.1 Veuillez indiquer les chiffres globaux par fonction et par statut

L'ensemble des ressources humaines mentionnées ci-dessous font partie de l'équipe Croix-Rouge Nigérienne et Croix-Rouge de Belgique au Niger. Les coûts liés aux ressources humaines sont imputés au financement DGD.

~~L'ensemble des ressources humaines mentionnées ci-dessous font partie du consortium Croix-Rouge de Belgique / Croix-Rouge irlandaise au Niger. Les coûts liés aux ressources humaines sont partagés entre les financements DGD et Irish Red Cross.~~

Expatriés:

1 position expatriée temps plein (24 mois) est imputé au budget du projet et 1 expatrié temps plein imputé sur 3 mois.

~~Le consortium comprend 3 positions expatriées. Sur les 3 positions expatriées, 1,0 équivalent temps plein (24 mois) est imputé au budget du projet.~~

Fonction	Statut	Nbre total pers	Nbre pers. imputé dans le budget	Nombre d'hommes/mois imputés dans le budget	Remarques
Représentant pays CRI	Expat	4	0	0	Entièrement financé sur la durée du projet par Irish Red Cross
Représentant pays CRB	Expat	1	1	3	Financé par DGD
Gestionnaire administratif et financier	Expat	4	4	0	Financé par Irish Red Cross sur la durée du projet
Spécialiste (délégué) DRR/ suivi, évaluation	Expat	1	1	24	Financé par DGD sur la durée du projet
				27 mois	1,0 équivalent temps plein imputé au projet

Equipe nationale de programme :

5 équivalents temps pleins (101 mois) sont imputés au budget du projet.

~~5.6 équivalents temps pleins (126 mois) sont imputés au budget du projet.~~

Fonction	Statut	Nbre personnes imputés dans le budget	Nombre d'hommes/mois imputés dans le budget	Remarques
Responsable DRR / système d'alerte Chef de projet	Local	1	24	Financé à 100 % par la DGD sur la durée du projet
Responsable formations Agent mobilisateur RRC	Local	24	24-36	Financée à 100 % par la DGD sur la durée du projet
Responsable suivi-évaluation	Local	4	48	Financé à 100 % par la DGD sur 18 mois uniquement
Assistant finances-Admin Finances	Local	1	48-23	Financé à 100 % par la DGD sur 18 mois uniquement
Logisticien Assistant Logistique	Local	1	42-18	Financé à 100% par la DGD sur 12 mois uniquement
			408 101 mois	

Equipe nationale de support :

4 équivalents temps pleins (96 mois) sont imputés au budget projet.

~~8 équivalents temps pleins (216 mois) sont imputés au budget projet.~~

Fonction	Statut	Nbre pers. imputés dans le budget	Nombre d'hommes/mois imputés dans le budget	Remarques
Chauffeur	Local	21	24	Financée à 100 % par la DGD sur la durée du projet 2 personnes financées à 100 % par la DGD sur 12 mois uniquement
Gardien (sécurité)	Local	2	24-48	Financée à 100 % par la DGD sur la durée du projet 2 personnes financées à 100 % par la DGD sur 12 mois uniquement
Personnel nettoyage	Local	21	24	Financée à 100 % par la DGD sur la durée du projet 2 personnes financées à 100 % par la DGD sur 12 mois uniquement
			72-96 mois	

Volontaires CR et agents techniques de l'Etat nigérien

Les volontaires de la CR nigérienne seront comme indiqué plus haut, impliqués dans la mise en œuvre des actions sur le terrain, ainsi que les agents techniques de l'Etat (génie rural, agriculture, élevage, hydraulique, environnement et santé).

Les politiques locales de per diem seront alors appliquées en cas d'implication concrète préalablement agréée (par exemple : organisation d'une formation, suivi d'un comité de gestion, etc). Les coûts journaliers des per diem sont de 10.000 CFA/jour (15 €) pour un agent technique. Concernant les volontaires CR, seuls des défraiements seront appliqués (max 7,5€ par jour) et de 5.000 CFA/jour (7,5 €) pour un volontaire de la CR nigérienne.

10.2 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

Il n'y a pas de changement au niveau de ressources humaines concernant les expatriés et l'équipe nationale de programme.

Concernant l'équipe nationale de support, nous avons actuellement 2 chauffeurs au lieu de 1 prévu ; le chauffeur supplémentaire est recruté pour une durée de 6 mois pour renforcer la flotte logistique et permettre une meilleure réalisation des activités dans les délais impartis.

10.3 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

Pas de changement.

11. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

11.1 Nom et titre du représentant légal signant la convention

Pierre Hublet
 Directeur général
 Croix-Rouge de Belgique – Communauté francophone

11.2 Nom, numéro de téléphone, adresse e-mail et titre de la (des) personne(s) chargée(s) de la gestion administrative du dossier

Solène Blanchère
 Responsable ~~Partenariat et Programmes-Projets Urgences Internationales~~
 Croix-Rouge de Belgique – Communauté francophone
 Téléphone : + 32 2 371 34 36
 Email : solene.blanchere@croix-rouge.be

11.3 Nom, numéro de téléphone et de fax et adresse e-mail du représentant dans la zone d'intervention

Sayouba SAVADOGO
 Représentant Pays au Niger
 Croix-Rouge de Belgique – Communauté francophone
 Téléphone : +227 89 14 12 22
 Email : sayouba.savadogo@croix-rouge.be

~~Bruno MALBROUCK~~
~~Représentant pays au Niger~~
~~Croix-Rouge de Belgique~~
~~Téléphone : + 227 98 79 08 10~~
~~Email : bruno.malbrouck@croix-rouge.be~~

~~Susanna CUNNINGHAM~~
~~Représentant pays au Niger~~
~~Consortium Croix-Rouge de Belgique / Croix-Rouge irlandaise~~
~~Téléphone : + 227 20 74 04 38~~
~~Email : countryrepniger@irishredcross.org~~

11.4 Compte bancaire

Nom de la banque: ING
Adresse de l'agence: Rue du Trône 1 1000 Bruxelles
Désignation précise du titulaire du compte: CROIX-ROUGE DE BELGIQUE ASBL ACTIVITES INTERNATIONALES
Numéro de compte complet (y compris code(s) bancaire(s)): 310-1291220-42
Code IBAN: BE77 3101 2912 2042
Code SWIFT: BBRUBEBB

12. APERCU FINANCIER DE L'ACTION

Version retravaillée au 25/05/2018

Rubrique	Prix tot (EURO)
Coûts directs	
1. Investissement	75.325
Immobilier	49.546
Mobilier	25.779
2. Programme social	499.909
Programme Social	476.873
Suivi et évaluation	23.035
3. Fonctionnement	100.399
Coûts de support	75.399
Evaluations externes	15.000
Audits	10.000
4. Ressources humaines	236.383
RH Personnel local	98.383
RH Personnel Expatrié	138.000
Total Coûts directs	912.016

Frais de structure	50.161
--------------------	--------

TOTAL BUDGET	962.177
---------------------	----------------

Résultats		
R1	R2	R3
9.457	59.613	6.255
2.541	44.464	2.541
6.916	15.148	3.715
130.847	172.777	196.284
123.169	165.098	188.606
7.678	7.678	7.678
33.466	33.466	33.466
25.133	25.133	25.133
5.000	5.000	5.000
3.333	3.333	3.333
78.794	78.794	78.794
32.794	32.794	32.794
46.000	46.000	46.000
252.565	344.650	314.801
28%	38%	35%

13. RAPPORTS D'EXECUTION ET RAPPORTS FINAUX

La présentation de ces rapports sera établie sur base des spécifications formulées dans le "Vade Mecum" de juillet 1997, chapitre II, Points B et C.

=====